

Chapitre 1

Vue d'ensemble des Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO 2017-2026

Ce chapitre donne un aperçu de la dernière série de projections quantitatives à moyen terme relatives aux marchés agricoles mondiaux et nationaux. Ces projections englobent la production, la consommation, les stocks, les échanges et les prix de 25 produits agricoles pour la période allant de 2017 à 2026. Le chapitre débute avec une analyse de la situation des marchés agricoles en 2016. Les sections suivantes s'intéressent aux évolutions de la consommation et de la production, en mettant l'accent sur les tendances régionales. Ce chapitre étudie par ailleurs la structure des échanges qui révèle une relative concentration des exportations et une dispersion des importations des pays pour les différents produits de base. Il se termine par les projections des prix mondiaux agricoles, et une discussion sur les incertitudes qui pourraient affecter les projections de prix. Selon les projections, les gains d'efficacité réalisés au niveau de la production permettront de répondre à la demande croissante de produits agricoles, ce qui maintiendra les prix réels à des niveaux relativement stables.

Les données statistiques concernant Israël sont fournies par et sous la responsabilité des autorités israéliennes compétentes. L'utilisation de ces données par l'OCDE est sans préjudice du statut des hauteurs du Golan, de Jérusalem-Est et des colonies de peuplement israéliennes en Cisjordanie aux termes du droit international.

La position de l'ONU sur la question de Jérusalem figure dans la Résolution 181 (II) du 29 novembre 1947 et dans des résolutions postérieures à cette date de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité relatives à cette question

Le contexte : une production record et des stocks abondants maintiennent la pression à la baisse sur les prix en 2016

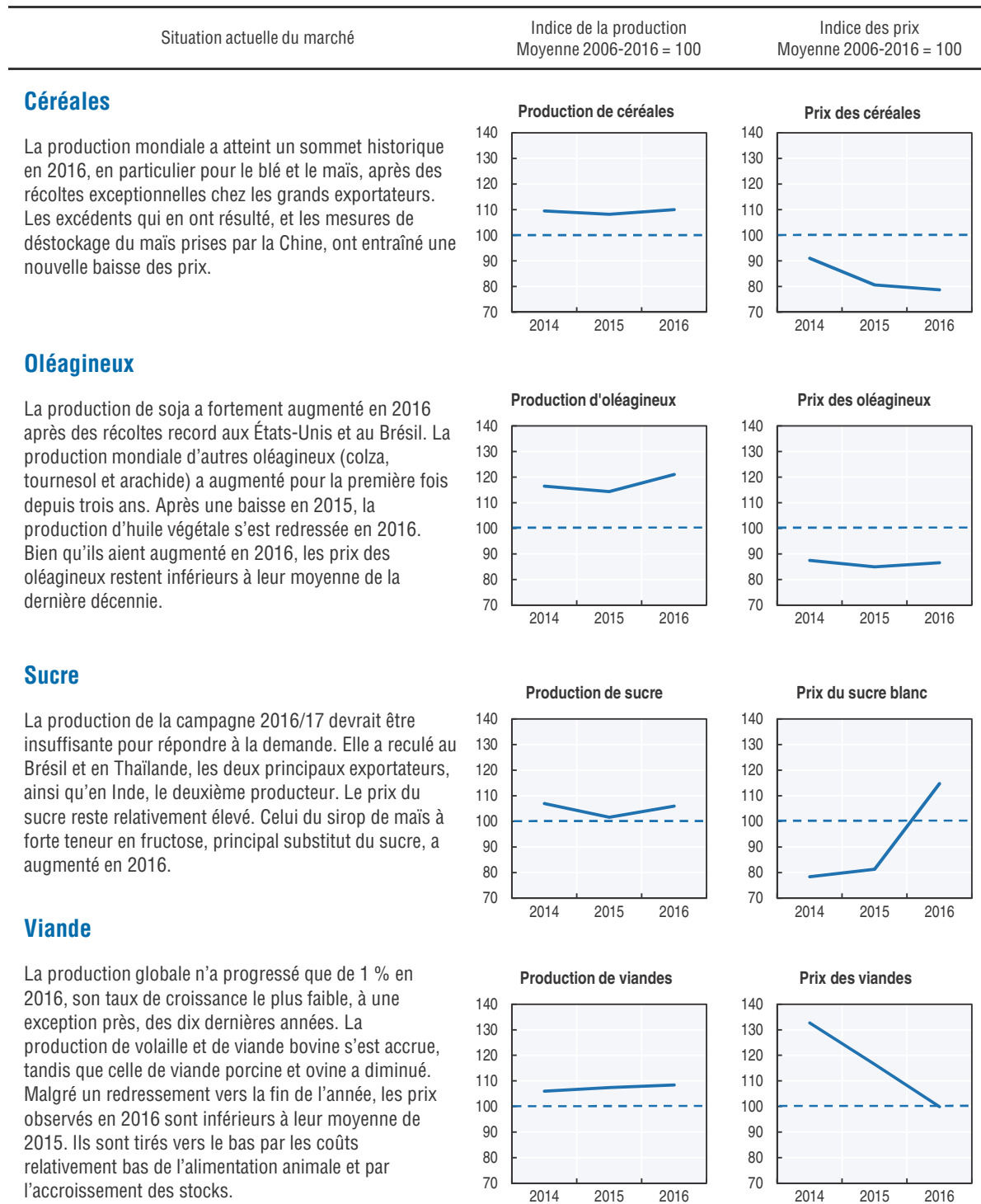
Pour la plupart des céréales, des viandes et des produits laitiers, et pour le poisson en général, la production a atteint des niveaux record ou s'en est approchée de très près en 2016. Cette production exceptionnelle, dans un contexte marqué par une demande stagnante et des stocks abondants, a entraîné de nouvelles baisses des prix de la plupart des produits (graphique 1.1). Seuls les prix des oléagineux, du biodiesel, du coton et du poisson ont connu une modeste amélioration par rapport à 2015, tandis que le prix du sucre, lui, est resté orienté à la hausse.

La situation des marchés agricoles dépend dans une large mesure de variables macroéconomiques telles que la croissance du PIB mondial (qui soutient la demande de produits agricoles) et le prix du pétrole (qui détermine celui de plusieurs intrants utilisés en agriculture et influe sur la demande de céréales, de cultures sucrières et d'huiles végétales par le biais du marché des biocarburants). En 2016, le PIB mondial n'a progressé que de 2,9 %, son plus faible taux de croissance depuis 2009. Les prix du pétrole, qui étaient bas depuis le milieu de 2014, ont augmenté à la fin de 2016 après la décision de l'OPEP et d'autres producteurs non membres de l'Organisation de réduire leur production en 2017. Toutefois, pendant la majeure partie de l'année, les prix du pétrole sont restés bas par rapport à leurs niveaux du passé. Sur fond de croissance économique atone, cette situation a contribué à la baisse des prix observée sur les marchés agricoles en 2016.

Situation macroéconomique et politiques publiques : résumé des hypothèses


Les *Perspectives agricoles* présentent un scénario de référence jugé plausible compte tenu d'une série d'hypothèses concernant l'environnement macroéconomique, les politiques publiques et les tendances démographiques. Les principales hypothèses qui sous-tendent les projections de référence sont détaillées dans l'encadré 1.4, à la fin du présent chapitre. Par rapport à 2016, la croissance du PIB devrait légèrement s'accélérer dans les économies développées au cours des dix prochaines années, mais ralentir dans les pays émergents et en développement. Ceux-ci continueront de faire croître la population mondiale, mais à un rythme plus modéré, de 1 % par an sur la prochaine décennie. L'inflation restera modeste dans les pays de l'OCDE et en République populaire de Chine (ci-après la « Chine »). Au Brésil et dans la Fédération de Russie, elle redescendra des niveaux élevés atteints récemment, grâce à la stabilisation de la monnaie. On prévoit que le prix du pétrole augmentera en moyenne de 4,8 % par an en termes nominaux sur la période de projection, passant de 43,8 USD le baril en 2016 à 89,5 USD le baril en 2026.

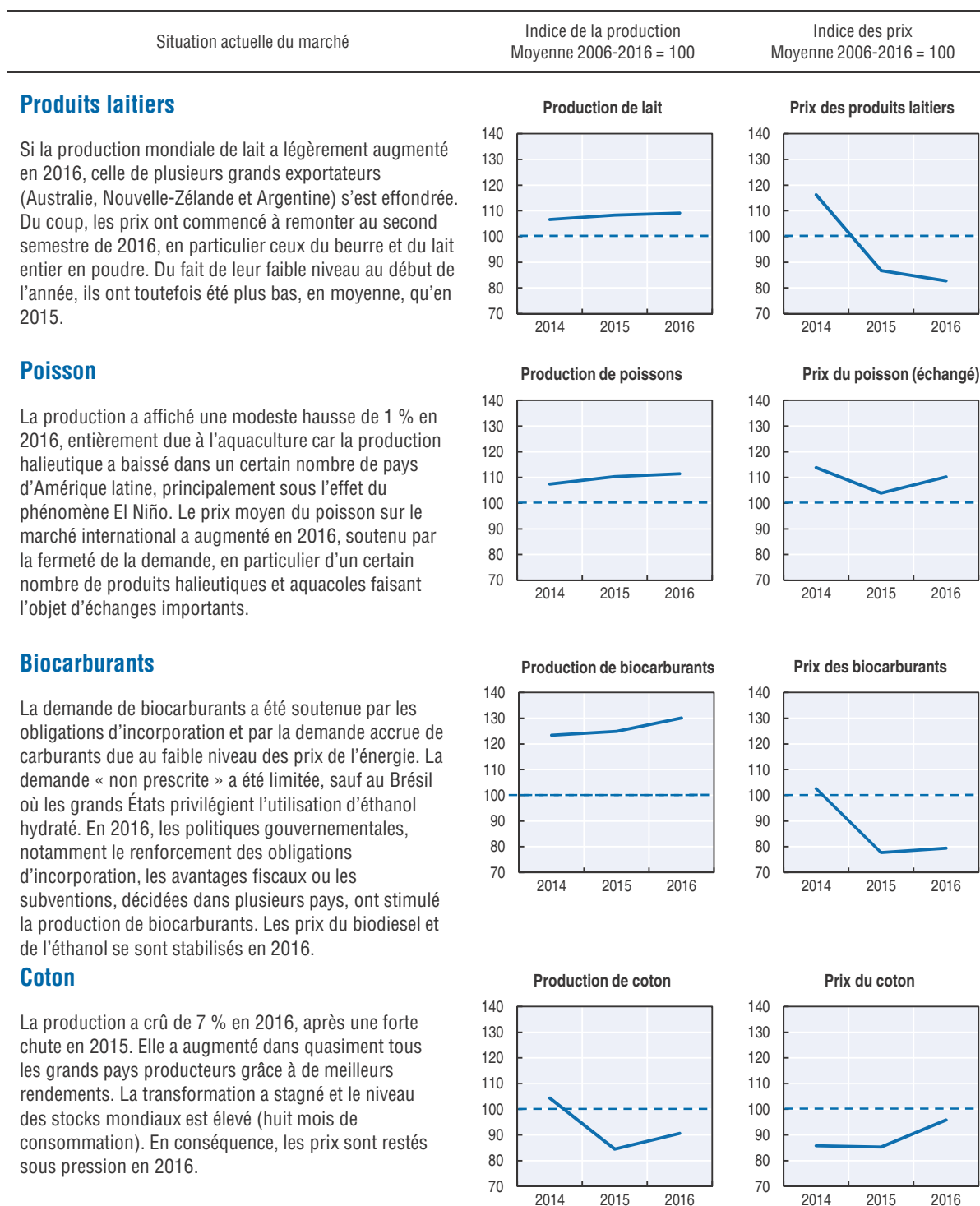
Les projections de référence des *Perspectives agricoles* supposent le maintien des politiques actuelles dans l'avenir. Elles ne tiennent toutefois pas compte de la décision du Royaume-Uni de sortir de l'Union européenne, officiellement notifiée par le gouvernement britannique le 29 mars 2017, car les modalités de cette sortie n'ont pas encore été arrêtées. Dans la présente édition des *Perspectives*, les projections relatives au Royaume-Uni font donc encore partie de l'agrégat représentant l'Union européenne.

Graphique 1.1. **Situation actuelle des principaux marchés**

Note : toutes les données sont exprimées sous la forme d'un indice dont la base 100 correspond à la moyenne de la période 2006-16. La production désigne les volumes de production mondiaux et les prix sont exprimés en valeur nominale. On trouvera davantage d'informations sur la situation des différents marchés et leurs évolutions dans les aperçus par produit présentés au chapitre 3 et les tableaux qui les accompagnent en annexe, ainsi que dans les chapitres par produit disponibles en ligne.


Source : OCDE/FAO (2017), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/agr-data-fr>.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933523080>

Graphique 1.1. **Situation actuelle des principaux marchés** (suite)

Note : toutes les données sont exprimées sous la forme d'un indice dont la base 100 correspond à la moyenne de la période 2006-16. La production désigne les volumes de production mondiaux et les prix sont exprimés en valeur nominale. On trouvera davantage d'informations sur la situation des différents marchés et leurs évolutions dans les aperçus par produit présentés au chapitre 3 et les tableaux qui les accompagnent en annexe, ainsi que dans les chapitres par produit disponibles en ligne.

Source : OCDE/FAO (2017), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/agr-data-fr>.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933523080>

Consommation

La demande mondiale va progresser moins vite que ces dix dernières années

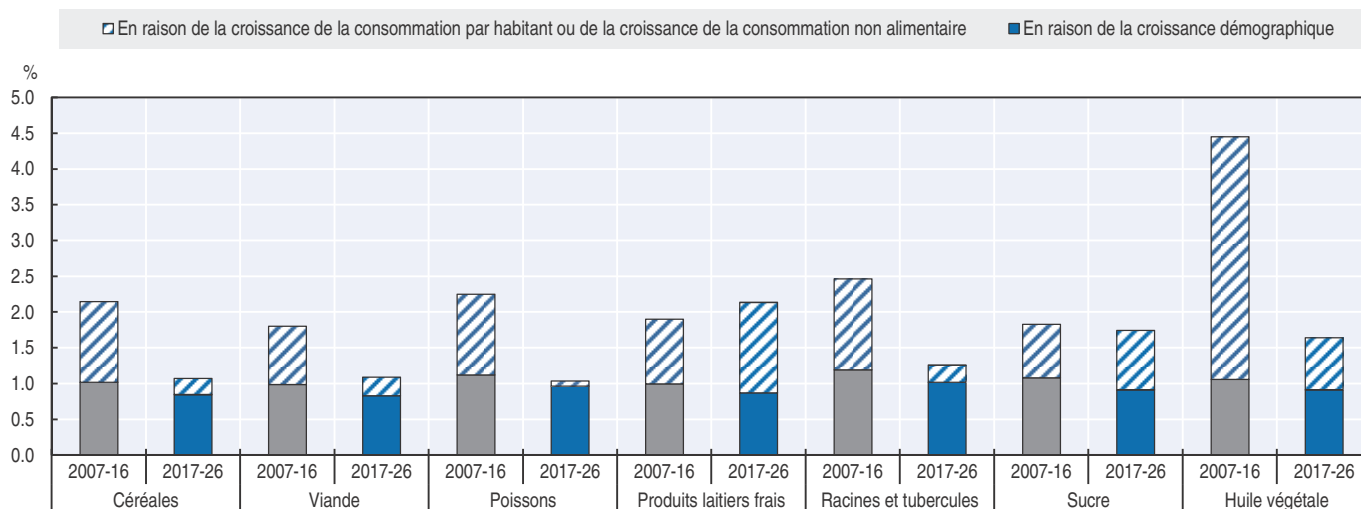
La demande de produits agricoles a connu une croissance exceptionnelle au cours des dix dernières années. Entre 2004-06 et 2014-16, la consommation totale de céréales (blé, maïs, riz et autres céréales secondaires) est passée de 2.0 Gt à 2.5 Gt, ce qui représente une demande supplémentaire de près de 500 Mt. Pour mettre ces chiffres en perspective, aux États-Unis, la consommation intérieure totale de céréales (y compris les utilisations non alimentaires) s'est établie autour de 350 Mt en 2016. De même, la consommation totale de volaille est passée de 81 Mt en 2004-06 à 113 Mt en 2014-16, soit une hausse de 32 Mt. Aux États-Unis, la consommation intérieure de volaille a atteint 17 Mt en 2014-16. La demande de poisson destiné à la consommation humaine a également fait un bond – de 38 Mt –, passant de 111 Mt en 2004-06 à 149 Mt en 2014-16 ; il s'est consommé 7 Mt de poisson aux États-Unis en 2014-16. Ces dix dernières années, les marchés agricoles ont donc connu une hausse sans précédent de la demande.

Cette évolution tient à deux grands facteurs : l'essor de la Chine et la production de biocarburants. En Chine, l'augmentation des revenus a fait monter la demande de produits alimentaires. Dans ce contexte, la consommation accrue de viande et l'intensification de l'élevage ont stimulé la demande d'aliments pour animaux. Dans les pays développés, la demande alimentaire a stagné, mais les mesures en faveur des biocarburants ont gonflé la demande totale de maïs, de canne à sucre et d'huiles végétales.

Ces facteurs vont continuer d'influer sur la demande mondiale de produits agricoles, mais ils devraient perdre de l'importance au cours des dix prochaines années. En Chine, la croissance de la demande ralentit tandis que l'augmentation des revenus se tasse et que les consommateurs ont de moins en moins tendance à consacrer leur surcroît de revenu à l'alimentation. Sur le marché des biocarburants, les évolutions dépendent dans une large mesure des politiques publiques et des prix du pétrole, et sont donc plus difficiles à prévoir sur la base des tendances démographiques et économiques, mais l'orientation actuelle des politiques et la modération attendue des prix du pétrole semblent devoir conduire à un ralentissement de la production de biocarburants à partir de produits agricoles par rapport à la dernière décennie.

En conséquence, la présente édition des *Perspectives* laisse entrevoir une nette décélération de la croissance de la demande totale de la plupart des produits agricoles (y compris les utilisations non alimentaires) par rapport aux dix dernières années (graphique 1.2). Dans la plupart des catégories de produits, en l'occurrence les céréales, la viande, le poisson et les huiles végétales, les taux de croissance diminueront de moitié environ. Le ralentissement sera particulièrement marqué pour la demande d'huile végétale, produit qui a connu la croissance la plus rapide au cours de la dernière décennie, en grande partie du fait des politiques bioénergétiques. Dans le cas du sucre, cependant, le freinage sera modéré, car l'augmentation de la consommation par habitant devrait autant contribuer à la demande que l'accroissement de la population au cours des dix prochaines années.

Il y a une exception majeure à cette tendance : les produits laitiers frais. Les taux de croissance prévus pour la décennie à venir y sont plus élevés que ceux de la décennie passée, compte tenu de l'augmentation de la demande par habitant dans les pays en développement, surtout l'Inde. Pour les autres produits laitiers comme le fromage, le beurre, le lait écrémé en poudre et le lait entier en poudre (non représentés sur le

Graphique 1.2. **Croissance annuelle de la consommation de produits agricoles par catégorie de produits, 2007-16 et 2017-26**

Note : la contribution de la croissance démographique est calculée en partant de l'hypothèse que la demande par habitant reste à son niveau de la dernière année de la décennie précédente. Les taux de croissance sont ceux de la demande totale (alimentation humaine ou animale et autres utilisations).

Source : OCDE/FAO (2017), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/agr-data-fr>.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933523099>

graphique 1.2), la consommation ralentit mais son rythme de croissance reste supérieur à celui des céréales, de la viande ou du poisson. Les produits laitiers, ainsi que les huiles végétales et le sucre, enregistrent les taux de croissance les plus élevés.

Contrairement à ce que l'on a pu observer durant la décennie écoulée, la progression globale de la demande de produits agricoles sera essentiellement tirée par la croissance démographique au cours des dix prochaines années. Sur le graphique 1.2, c'est ce que montrent les parties pleines (part de la croissance de la consommation attribuable à la croissance démographique) et les parties hachurées (part de la croissance de la consommation attribuable à la consommation par habitant, y compris les utilisations non alimentaires). D'après les projections, par exemple, la croissance de la consommation de céréales, toutes utilisations confondues, devrait être de l'ordre de 1.1 % par an sur les dix prochaines années. Si la consommation par habitant (y compris la consommation non alimentaire) restait à ses niveaux actuels, l'augmentation de la population induirait à elle seule 0.9 % de croissance par an sur la période considérée, le supplément de 0.2 % par an étant imputable à des facteurs tels que la hausse des revenus et les préférences de consommation qui touchent à la fois les utilisations alimentaires et non alimentaires. Dans toutes les catégories de produits, la croissance démographique et celle de la consommation par habitant (y compris la consommation non alimentaire) ont contribué de façon à peu près égale à la croissance totale de la consommation ces dix dernières années. Dans les dix années qui viennent, en revanche, la consommation par habitant ne jouera un rôle déterminant que pour le sucre, les produits laitiers et les huiles végétales. C'est elle qui explique en effet le supplément de croissance globale enregistré pour ces produits. La consommation de produits laitiers frais connaît une progression exceptionnelle, la plus forte de tous les produits considérés. Cependant, comme les

échanges de produits laitiers frais resteront limités, la croissance de la consommation n'aura pas beaucoup d'effet sur les marchés mondiaux.

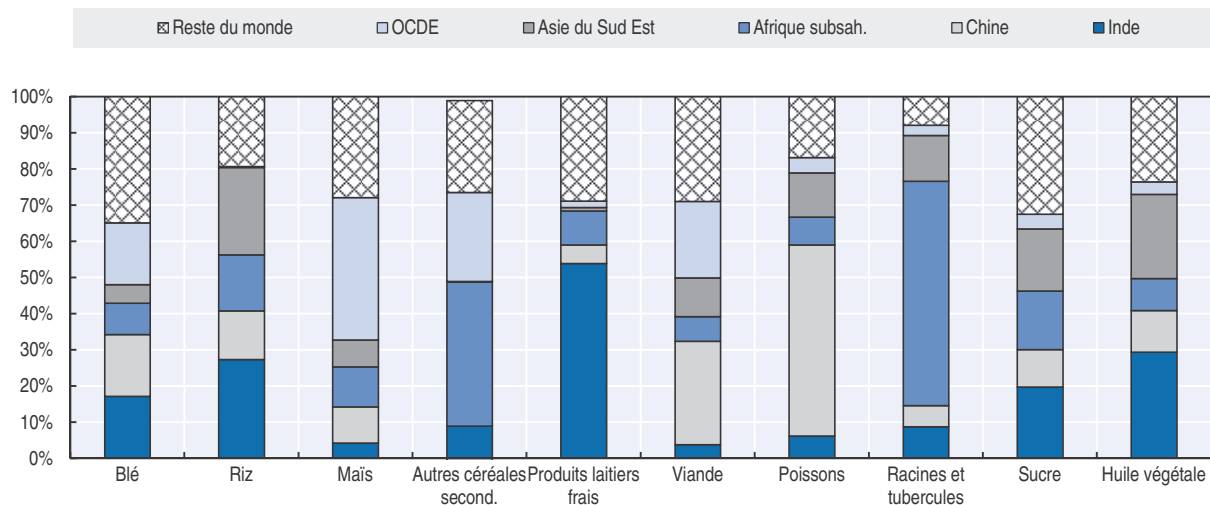
Les projections font apparaître une croissance relativement faible de la consommation totale de viande, la consommation par habitant étant appelée à se stabiliser dans de nombreux pays à revenu intermédiaire où l'alimentation carnée est très appréciée, particulièrement en Chine. Dans les pays les moins développés, la demande de viande restera limitée par la faible croissance des revenus des ménages ruraux et urbains pauvres.

La Chine, l'Inde et l'Afrique subsaharienne tirent la croissance mondiale

La population mondiale passera de 7.3 milliards à 8.2 milliards d'habitants au cours de la prochaine décennie et cette croissance se concentrera dans les pays en développement. En Afrique subsaharienne, la population passera de 974 millions à 1.3 milliard d'habitants, soit une progression de 289 millions, et en Inde, de 1.3 milliard à 1.5 milliard d'habitants, soit près de 150 millions de plus. Ensemble, l'Afrique subsaharienne et l'Inde compteront pour 56 % de la croissance démographique totale de la prochaine décennie, et l'Inde deviendra le pays le plus peuplé du monde, devant la Chine.


Compte tenu de la forte croissance de leur population, l'Inde et l'Afrique subsaharienne s'adjugeront aussi une large part de la demande mondiale. En outre, la Chine continuera d'alimenter la demande de plusieurs grands produits (graphique 1.3). D'après les projections, la consommation totale de céréales (y compris les utilisations non alimentaires) devrait augmenter de 338 Mt sur les dix prochaines années, dont 38 % seraient à mettre au compte de la Chine, de l'Inde et de l'Afrique subsaharienne. La proportion est moindre dans le cas du blé et du maïs (où les pays développés jouent un rôle plus important), mais plus élevée dans celui du riz (où l'Inde compte à elle seule pour 27 % de l'accroissement de la consommation) et des autres céréales secondaires (où l'Afrique subsaharienne en représente 41 %).

Graphique 1.3. Parts des régions dans la croissance de la consommation de produits agricoles, 2016-26



Note : la croissance de la demande correspond à la différence entre le niveau de 2026 et le niveau moyen de référence (2014-16). L'Asie du Sud-Est comprend l'Indonésie, les Philippines, la Malaisie, la Thaïlande, le Viet Nam, la RDP lao, le Myanmar et le Cambodge.

Source : OCDE/FAO (2017), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/agr-data-fr>.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933523118>

La Chine représente une part importante de la consommation supplémentaire de viande (29 %) et surtout de poisson (53 %), deux produits pour lesquels la croissance de la demande émanant de l'Inde et de l'Afrique subsaharienne est plus faible. Ainsi, l'Inde ne contribue que pour 4 % à la consommation supplémentaire de viande, alors que cette proportion passe à 54 % pour les produits laitiers frais et à 29 % pour les huiles végétales. De son côté, l'Afrique subsaharienne est une source de croissance très importante (62 %) dans la catégorie des racines et tubercules.

Le graphique 1.3 montre aussi le rôle que l'Asie du Sud-Est (Indonésie, Philippines, Malaisie, Thaïlande, Viet Nam, RDP lao, Myanmar et Cambodge) est appelée à jouer dans la croissance de la demande ces dix prochaines années. Comme on peut le voir, les pays de cette région contribuent pour une part non négligeable à la demande supplémentaire de riz (24 %) et d'huile végétale (23 %), mais aussi de sucre (17 %), de poisson (12 %) et de racines et tubercules (13 %). Leur contribution est plus faible, en revanche, pour les autres produits, en particulier les produits laitiers frais. Ces évolutions sont examinées plus avant dans le chapitre 2.

Le ralentissement de la consommation chinoise freine la croissance de la consommation mondiale

Comme il ressort clairement de ce qui précède, la Chine va continuer de jouer un rôle important pour de nombreux produits. Par rapport à la décennie précédente, toutefois, le rythme de croissance de la consommation chinoise devrait considérablement ralentir ces dix prochaines années, exerçant un effet de freinage au niveau mondial.

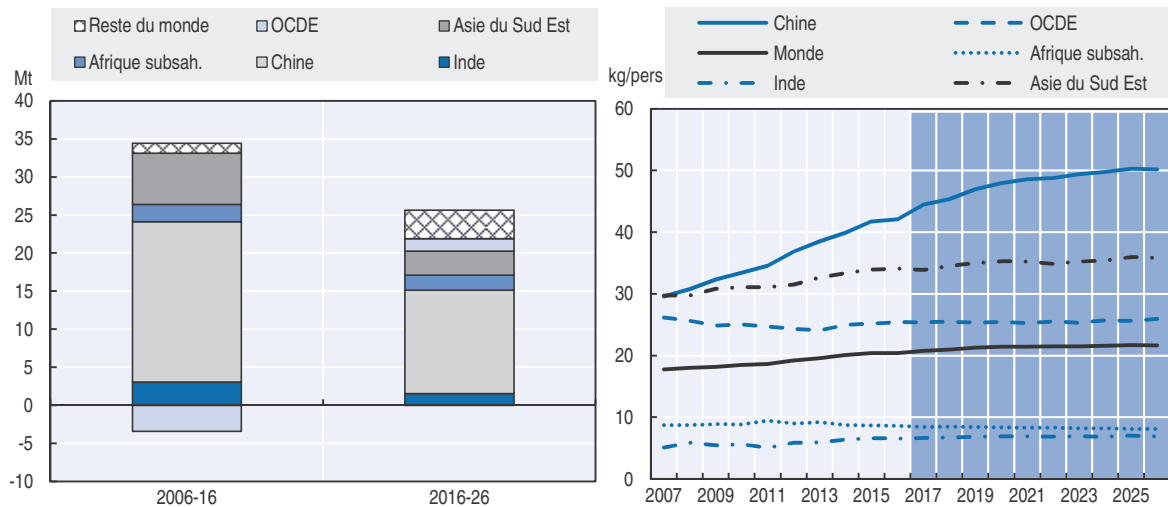
Au cours des dix dernières années, 31 Mt supplémentaires de poisson ont été consommées et la Chine en a absorbé 21 (graphique 1.4). Entre 2007 et 2016, la consommation de poisson de la population chinoise est passée de 30 kg à 42 kg par personne, soit deux tiers de plus que le niveau moyen de la zone OCDE (25 kg par personne). Elle devrait encore croître dans les dix années qui viennent pour atteindre 50 kg par habitant, une hausse toutefois moins importante que celle enregistrée pendant la décennie précédente. Au niveau mondial, cela se traduit par une forte réduction de la croissance annuelle de la consommation. La consommation alimentaire mondiale par habitant demeurant stable au cours des dix prochaines années, la croissance totale de la consommation de poisson est pratiquement égale à la croissance de la population mondiale, comme le montre le graphique 1.2.

De même, la consommation annuelle de viande porcine s'est accrue de 18 Mt au cours de la dernière décennie, dont 11 Mt (59 %) absorbés par la Chine (graphique 1.5). Pour les dix ans à venir, les projections tablent sur une croissance beaucoup plus faible de la consommation de viande porcine (11 Mt), qui s'explique presque entièrement par les évolutions observées en Chine. Après avoir progressé rapidement pendant les dix dernières années, la consommation chinoise de porc a atteint 40 kg par habitant en 2016, soit un tiers de plus que la moyenne de l'OCDE. D'après les projections pour les dix années à venir, la croissance de la consommation alimentaire devrait redescendre aux environs d'un tiers de son niveau de la décennie passée, d'où un net ralentissement de la consommation de viande porcine.

La majeure partie de la viande de porc consommée en Chine est produite dans le pays, mais les évolutions de la demande de viande ont des effets indirects sur d'autres marchés à travers la demande d'aliments pour animaux. Ce qui se passe en Chine contribue donc


Graphique 1.4. Poisson : parts des régions dans la croissance de la demande et la consommation par habitant

(a) Parts des régions dans la croissance de la demande (gauche), (b) Consommation par habitant par région (droite)



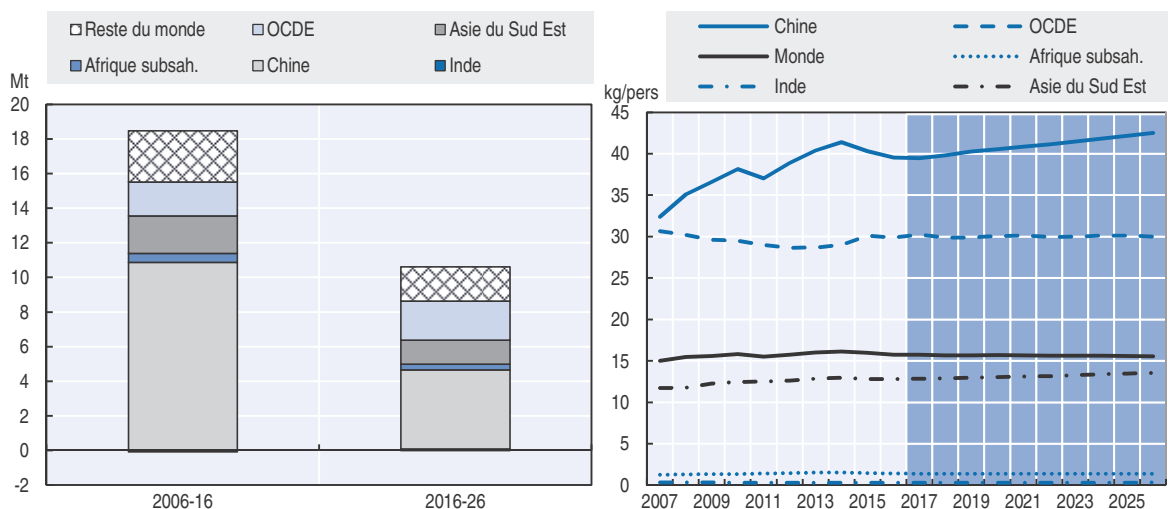
Note : la croissance de la consommation correspond à la différence entre la moyenne de 2004-06 et la moyenne de 2014-16, et à la différence entre la moyenne de 2014-16 et le niveau de 2026. L'Asie du Sud-Est comprend l'Indonésie, les Philippines, la Malaisie, la Thaïlande, le Viet Nam, la RDP lao, le Myanmar et le Cambodge.

Source : OCDE/FAO (2017), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/agr-data-fr>.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933523137>


Graphique 1.5. Viande porcine : parts des régions dans la croissance de la demande et la consommation par habitant

(a) Parts des régions dans la croissance de la demande (gauche), (b) Consommation par habitant par région (droite)



Note : la croissance de la demande correspond à la différence entre la moyenne de 2004-06 et la moyenne de 2014-16, et à la différence entre la moyenne de 2014-16 et le niveau de 2026. L'Asie du Sud-Est comprend l'Indonésie, les Philippines, la Malaisie, la Thaïlande, le Viet Nam, la RDP lao, le Myanmar et le Cambodge. La consommation par habitant est exprimée en poids au détail.

Source : OCDE/FAO (2017), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/agr-data-fr>.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933523156>

aussi à la décélération prévue de la croissance de la demande mondiale de maïs et de soja sur les dix prochaines années, comme on le verra ci-après.

La demande mondiale évolue à mesure que la consommation chinoise ralentit

Les dernières années, la croissance de la demande chinoise s'est caractérisée par une forte augmentation de la consommation de protéines animales (poisson, viande de porc) et de la demande corrélative d'aliments pour animaux. Or, dans les régions où l'on prévoit une croissance rapide de la population et des revenus au cours de la période de projection, les préférences de consommation ne seront pas les mêmes qu'en Chine, ce qui donne à penser que la croissance de la consommation se déploiera dans de nouvelles directions.

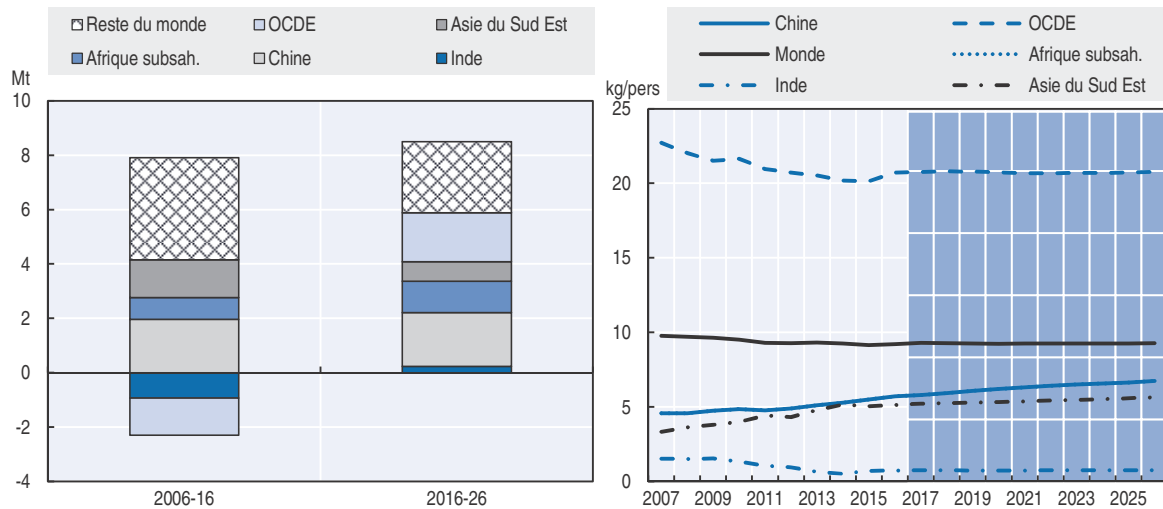
Sachant que la forte demande de viande porcine des dix dernières années était surtout liée aux préférences des consommateurs chinois, et que ces préférences ne seront sans doute pas celles des régions qui devrait connaître une forte croissance de la population et des revenus dans l'avenir, la croissance de la consommation de viande porcine sera forcément limitée

Pour le poisson, comme l'indique le graphique 1.4, il semble peu probable que la consommation puisse croître aussi vigoureusement qu'au cours de la dernière décennie, sachant que la consommation en Chine, pays le plus peuplé du monde, avait alors augmenté de 12 kg par habitant. À titre de comparaison, la consommation de poisson par habitant est aujourd'hui inférieure à 10 kg en Inde, et ce niveau devrait rester stable sur toute la période de projection. Avec des préférences alimentaires analogues à celles de la Chine, les pays du Sud-Est asiatique pourraient accroître leur consommation de poisson par habitant et atteindre les niveaux chinois sur le long terme, mais la population totale de cette région, quoique nombreuse, ne représente qu'environ la moitié de la population chinoise. Enfin, en Afrique subsaharienne, le niveau de consommation de poisson par personne est actuellement faible et devrait l'être encore plus dans les dix années à venir, faute de capacité d'approvisionnement suffisante. À moyen terme, il est donc peu probable qu'un pays puisse tirer la demande mondiale de poisson autant que l'a fait la Chine ces dernières années.

Pour les marchés où le poids de la Chine est habituellement moins déterminant, on ne voit pas non plus clairement quelle autre région pourrait tirer la croissance dans l'avenir. Dans la filière de la viande bovine, par exemple, la demande a crû de 6 Mt sur les dix dernières années et les projections tablent sur une augmentation supplémentaire de 9 Mt pour les dix prochaines (graphique 1.6). Dans les pays en développement, la consommation moyenne par habitant ne représentera encore qu'environ un tiers de celle des pays développés en 2026, mais c'est la croissance de leur population qui continuera de générer le plus gros de la demande supplémentaire. Aux États-Unis, la demande de viande bovine a fléchi ces dernières années, mais elle devrait repartir à la hausse. Cela étant, avec des niveaux de consommation déjà élevés, la marge de progression possible de la consommation par habitant dans les pays développés semble assez limitée. Elle ne montre pas non plus de signes d'une franche évolution à la hausse dans les régions en développement. En Afrique subsaharienne, la consommation de viande bovine par habitant devrait rester faible pendant la période de projection, même si la consommation totale est appelée à se développer rapidement, compte tenu du rythme d'expansion de la population. Au niveau mondial, on s'attend donc à une consommation de viande bovine par habitant globalement stable, avec une croissance de la demande proportionnelle à celle de la population.


Graphique 1.6. Viande bovine : parts des régions dans la croissance de la demande et la consommation par habitant

(a) Parts des régions dans la croissance de la demande (gauche), (b) Consommation par habitant par région (droite)



Note : la croissance de la demande correspond à la différence entre la moyenne de 2004-06 et la moyenne de 2014-16, et à la différence entre la moyenne de 2014-16 et le niveau de 2026. L'Asie du Sud-Est comprend l'Indonésie, les Philippines, la Malaisie, la Thaïlande, le Viet Nam, la RDP lao, le Myanmar et le Cambodge. La consommation par habitant est exprimée en poids au détail.

Source : OCDE/FAO (2017), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/agr-data-fr>.

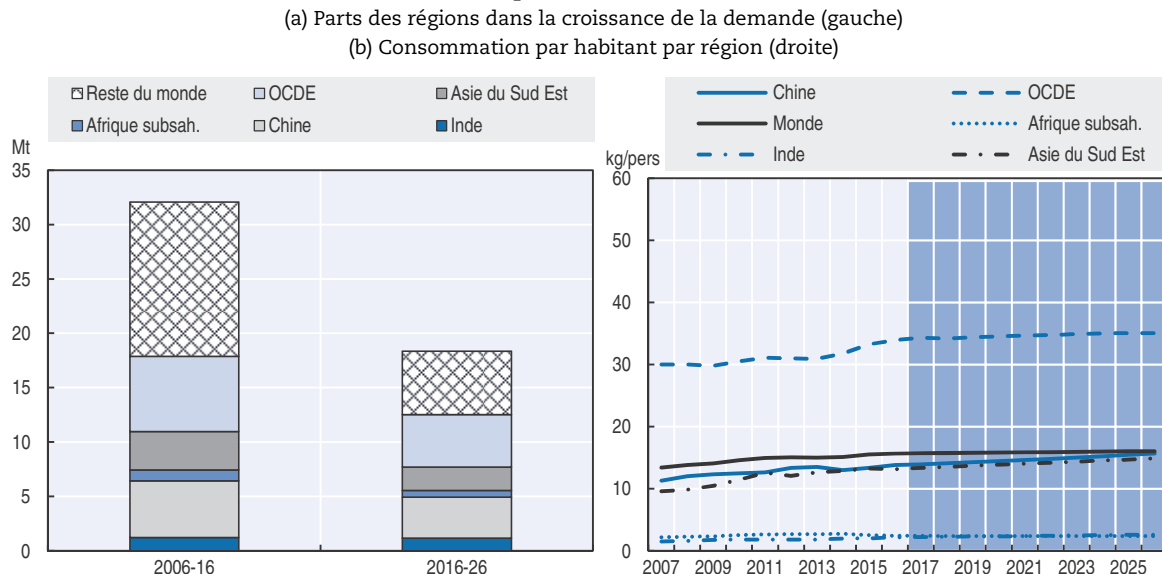
StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933523175>

La forte croissance de la consommation de volaille au cours de la dernière décennie (+32 Mt) est en grande partie à mettre au compte des pays de l'OCDE (7 Mt), du Brésil (3 Mt) et de la Fédération de Russie (2 Mt). À l'avenir, la demande devrait être moins soutenue dans ces pays, et la consommation totale de volaille ne s'accroîtrait donc que de 18 Mt dans les dix prochaines années, soit moitié moins que durant les dix années précédentes. Avec un niveau de consommation par habitant en progression constante, la Chine continuera de jouer un rôle moteur sur le marché mondial de la volaille pendant la période couverte par les *Perspectives*. En Inde, la consommation par habitant devrait augmenter de 30 %, mais comme le point de départ est bas, la part du pays dans la croissance de la demande mondiale restera faible. En Afrique subsaharienne, la consommation par habitant continuera de stagner et la croissance totale sera donc proportionnelle à l'accroissement de la population (graphique 1.7).

La demande de viande ovine (non représentée ici) devrait s'accroître de 3.2 Mt au cours des dix prochaines années, soit bien plus que les 2 Mt supplémentaires de la décennie précédente. Cette accélération est surtout le fait de la Chine, où la consommation devrait passer de 3.5 à 4.2 kg par habitant, et de l'Afrique sub-saharienne, où la consommation par habitant restera stable, aux environs de 2.2 kg, mais où la croissance démographique rapide fera progresser la demande. Ces niveaux de consommation par habitant sont supérieurs à la moyenne mondiale, qui reste stable aux alentours de 2 kg par habitant. Au niveau mondial, cependant, la consommation et la production de viande ovine sont modestes par comparaison avec les autres types de viande.

Dans le secteur des produits laitiers, la croissance de la consommation sera tirée par les produits frais. Comme le montre le graphique 1.8, la consommation totale supplémentaire de produits laitiers frais devrait atteindre 104 Mt à la fin de la période de

Graphique 1.7. Volaille : parts des régions dans la croissance de la demande et la consommation par habitant



Note : la croissance de la demande correspond à la différence entre la moyenne de 2004-06 et la moyenne de 2014-16, et à la différence entre la moyenne de 2014-16 et le niveau de 2026. L'Asie du Sud-Est comprend l'Indonésie, les Philippines, la Malaisie, la Thaïlande, le Viet Nam, la RDP lao, le Myanmar et le Cambodge. La consommation par habitant est exprimée en poids au détail.

Source : OCDE/FAO (2017), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/agr-data-fr>.

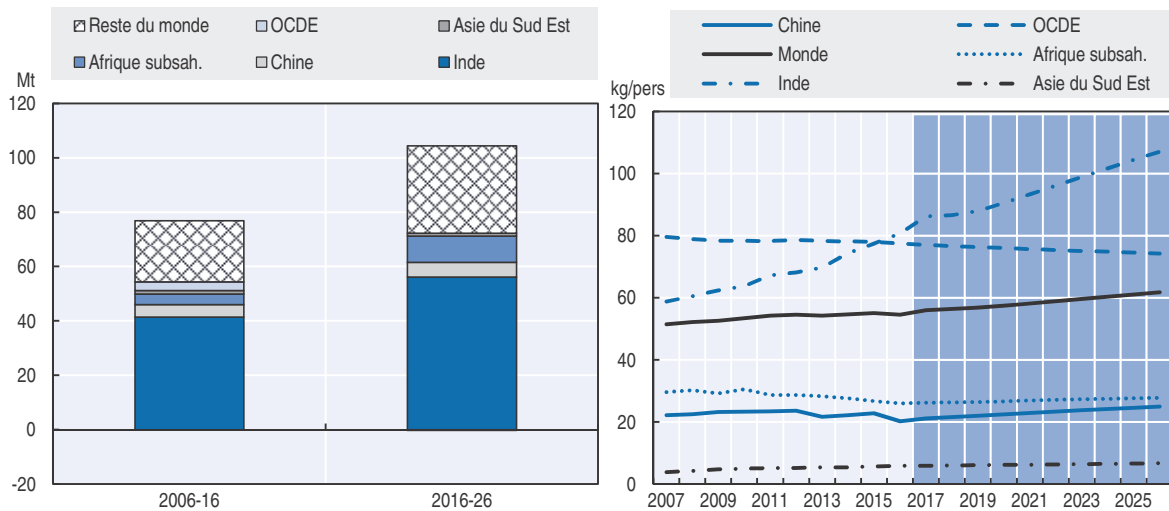
StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933523194>

projection, alimentée pour plus de la moitié par la croissance constante de la demande indienne. La consommation par habitant de produits laitiers frais a fortement augmenté en Inde au cours des dix dernières années (voir la partie droite du graphique 1.8), et cette tendance devrait se poursuivre, à l'inverse de ce que l'on observe dans les pays développés, où la consommation diminue. En Chine et en Afrique subsaharienne, la consommation de produits laitiers frais par habitant se maintiendra à des niveaux beaucoup plus bas. Globalement, la forte croissance de la consommation de produits laitiers frais n'aura guère d'impact sur les prix mondiaux car seule une petite fraction des produits frais est échangée.

Contrairement aux produits laitiers frais, la croissance mondiale de la consommation de produits laitiers transformés devrait ralentir pour s'établir à 1.7 % par an au cours des dix prochaines années, malgré le regain d'intérêt pour le beurre et les matières grasses d'origine laitière dans les pays développés. Dans ces derniers, la préférence des consommateurs pour des produits plus sains et moins transformés, et la remise en cause récente des risques sanitaires associés aux matières grasses laitières soutiendront une croissance de la consommation par habitant dans toutes les catégories de produits laitiers transformés. Dans les pays en développement, le niveau et la composition de la consommation de produits laitiers continueront d'évoluer différemment selon les régions, mais les produits laitiers frais représenteront encore presque partout le plus gros de la consommation. La demande de beurre et de lait entier en poudre devrait être stimulée par la croissance des revenus et de la population, tandis que celle des autres produits augmentera seulement au rythme de l'accroissement démographique. Compte tenu des préférences des consommateurs et de la faiblesse persistante des infrastructures d'approvisionnement, la consommation de produits laitiers transformés par habitant sera


Graphique 1.8. Produits laitiers frais : parts des régions dans la croissance de la demande et la consommation par habitant

(a) Parts des régions dans la croissance de la demande (gauche), (b) Consommation par habitant par région (droite)



Note : la croissance de la demande correspond à la différence entre la moyenne de 2004-06 et la moyenne de 2014-16, et à la différence entre la moyenne de 2014-16 et le niveau de 2026. L'Asie du Sud-Est comprend l'Indonésie, les Philippines, la Malaisie, la Thaïlande, le Viet Nam, la RDP lao, le Myanmar et le Cambodge.

Source : OCDE/FAO (2017), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/agr-data-fr>.

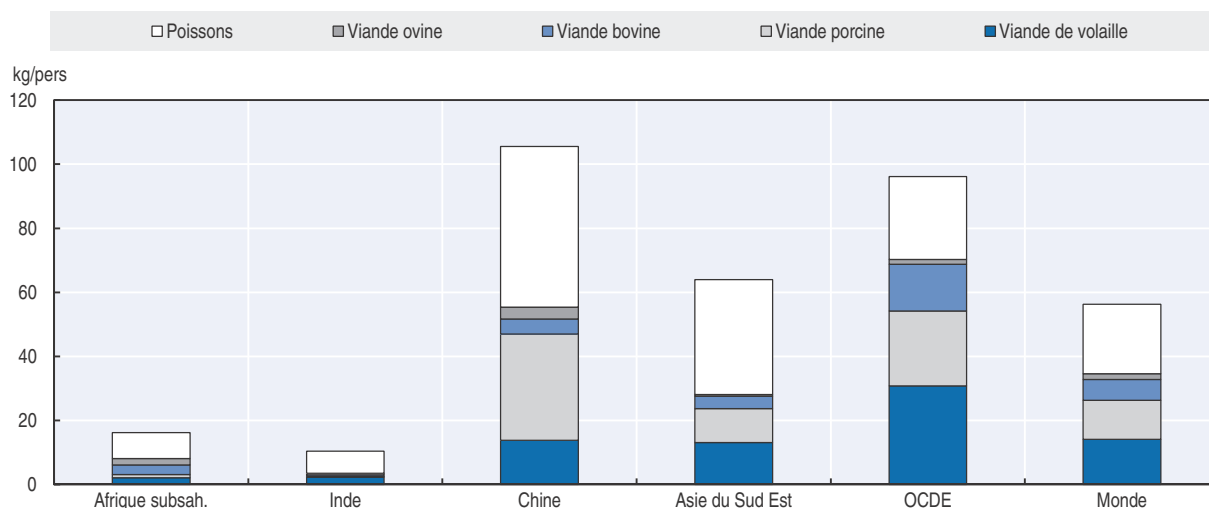
StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933523213>

beaucoup plus basse pendant les dix années à venir en Afrique subsaharienne, en Océanie (exception faite de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande) et en Asie, tandis que d'autres régions comme l'Amérique latine et les Caraïbes, l'Afrique du Nord et le Proche-Orient combleront l'écart avec certains pays développés.

Peu de convergence dans la consommation alimentaire par habitant

Comme on vient de le voir, il n'y a pas de convergence, au niveau mondial, entre les tendances d'évolution de la consommation alimentaire par habitant pendant la période de projection. À la fin de cette période, de grandes disparités subsistent entre les régions et entre les produits, aussi bien en termes de consommation par habitant que de disponibilité de calories et de protéines. Ces disparités sont particulièrement marquées en ce qui concerne la viande et le poisson (graphique 1.9), dont les niveaux de consommation par habitant restent très hétérogènes.

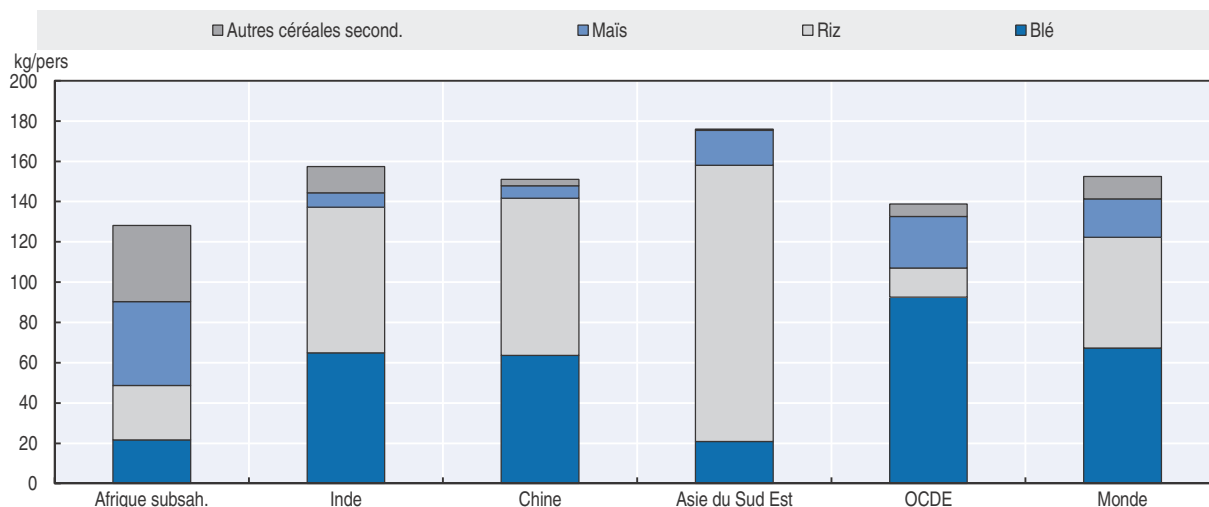
Au regard de la consommation de viande, la consommation totale de céréales affiche moins de disparités entre les différentes régions en 2026, car les céréales restent une composante importante du régime alimentaire des populations partout dans le monde (graphique 1.10). En Afrique subsaharienne, la consommation de céréales se répartit de façon à peu près égale entre le blé, le riz, le maïs et les autres céréales secondaires, alors qu'en Chine et en Inde, elle est dominée par le blé et le riz. L'Asie du Sud-Est se distingue par le niveau particulièrement élevé de sa consommation de céréales par habitant, elle-même majoritairement composée de riz, tandis que les pays de l'OCDE continuent de privilégier le blé. Au Proche-Orient, la consommation de riz par habitant devrait augmenter de quelque 6 %, sous l'effet principalement de l'immigration asiatique. Au niveau mondial, on consomme à peu près autant de blé que de riz en 2026.

Graphique 1.9. **Consommation de viande et de poisson par habitant en 2026**

Note : l'Asie du Sud-Est comprend l'Indonésie, les Philippines, la Malaisie, la Thaïlande, le Viet Nam, la RDP lao, le Myanmar et le Cambodge. La consommation par habitant est exprimée en poids au détail pour la viande et en équivalent poids vif pour le poisson.

Source : OCDE/FAO (2017), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/agr-data-fr>.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933523232>

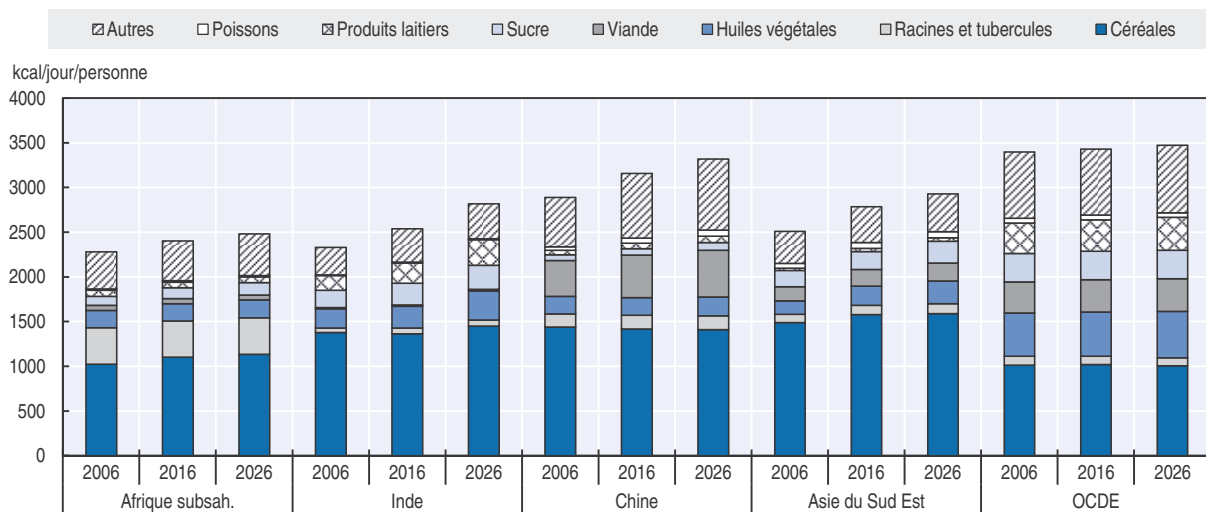
Graphique 1.10. **Consommation de céréales par habitant en 2026**

Note : l'Asie du Sud-Est comprend l'Indonésie, les Philippines, la Malaisie, la Thaïlande, le Viet Nam, la RDP lao, le Myanmar et le Cambodge.

Source : OCDE/FAO (2017), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/agr-data-fr>.


StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933523251>

Le graphique 1.11 illustre l'apport calorique estimé par habitant de différentes catégories de produits en 2006, 2016 et 2026. Les dix dernières années ont vu l'augmentation de la disponibilité de calories dans les pays en développement, surtout en Inde, en Chine et en Asie du Sud-Est. Dans les pays de l'OCDE, au contraire, l'apport calorique moyen a diminué. Ces tendances devraient se poursuivre, rapprochant ainsi l'Inde et l'Asie du Sud-Est des niveaux de la zone OCDE. En Chine, l'apport calorique se situe aujourd'hui au même niveau que dans les pays de l'OCDE, d'après les estimations, mais il devrait le dépasser pendant la période de projection.

Graphique 1.11. **Apport calorique par habitant et par catégorie de produits**

Note : l'Asie du Sud-Est comprend l'Indonésie, les Philippines, la Malaisie, la Thaïlande, le Viet Nam, la RDP lao, le Myanmar et le Cambodge. La catégorie « Autres » comprend les fruits et les légumes.

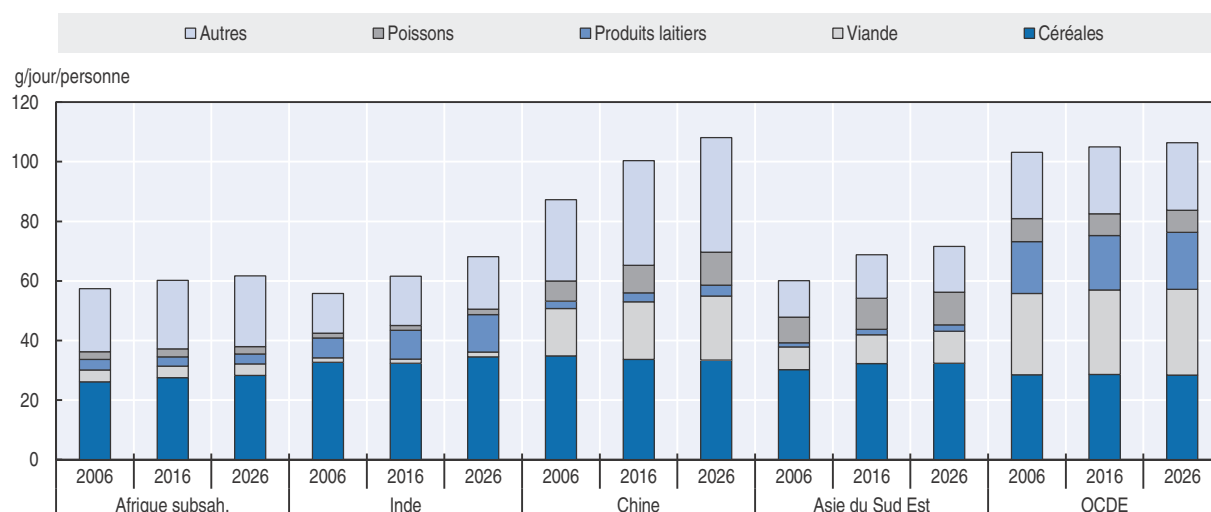
Source : OCDE/FAO (2017), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/agr-data-fr>.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933523270>

En 2016, l'Afrique subsaharienne et l'Inde ont le même niveau d'apport calorique par personne, mais alors que ce niveau augmente sensiblement en Inde dans les dix prochaines années, il ne s'améliore que très modestement en Afrique subsaharienne. Par rapport aux autres régions, la part des racines et tubercules dans l'apport calorique total est importante en Afrique subsaharienne : elle se chiffre à 16 % en 2016 et se maintient à ce niveau jusqu'en 2026.


Les céréales sont la principale source de calories à travers le monde. Toutefois, comme on le voit clairement sur le graphique 1.11, à mesure que le revenu augmente, leur importance relative diminue. En Inde, la contribution des céréales à l'apport calorique est tombée de 60 % en 2006 à 55 % en 2016, et elle ne devrait plus être que de 53 % en 2026. Ce recul s'explique en grande partie par l'augmentation de la quantité de calories apportée par les huiles végétales, les produits laitiers et le sucre. La tendance est la même en Chine (où les huiles végétales et la viande sont des sources de calories de plus en plus importantes) et en Asie du Sud-Est (où l'on prévoit que la part du sucre dans l'apport calorique par habitant augmentera de quelque 20 % sur la période de projection). Seule l'Afrique subsaharienne fait exception, puisque la part des céréales dans l'apport calorique total y est passée de 45 % en 2006 à 47 % en 2016, et semble devoir se stabiliser à ce niveau dans l'avenir.

Le graphique 1.12 illustre l'apport protéique estimé par habitant de différentes catégories de produits en 2006, 2016 et 2026. Comparé à l'apport calorique, l'apport protéique paraît beaucoup plus hétérogène, avec des niveaux particulièrement bas en Afrique subsaharienne, en Inde et en Asie du Sud-Est, et nettement plus élevés en Chine et dans les pays de l'OCDE. Cette différence tient surtout à la faible consommation de protéines animales dans certaines régions. En Inde, l'augmentation de l'apport de protéines vient de la consommation de produits laitiers frais, en pleine expansion, tandis qu'en Asie du Sud-Est, la forte consommation de poisson apporte une contribution

Graphique 1.12. **Apport protéique par habitant et par catégorie de produits**

Note : l'Asie du Sud-Est comprend l'Indonésie, les Philippines, la Malaisie, la Thaïlande, le Viet Nam, la RDP lao, le Myanmar et le Cambodge.

Source : OCDE/FAO (2017), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/agr-data-fr>.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933523289>

importante. On estime que la faible croissance des revenus parmi les populations urbaines et rurales pauvres et le lent développement des infrastructures de distribution des aliments riches en protéines animales, tels que la viande, le poisson et les produits laitiers, constituent les principales entraves à la consommation de protéines en Afrique subsaharienne.

L'apport calorique et protéique par habitant a donc connu une forte croissance dans les économies émergentes d'Asie (Chine, Inde, Asie du Sud-Est), alors qu'il a peu progressé en Afrique subsaharienne au cours de la décennie écoulée, et les projections ne laissent guère entrevoir d'amélioration dans cette région pour les dix années à venir. En matière de consommation alimentaire et de disponibilité de calories et de protéines, cela signifie que de fortes disparités subsisteront pendant toute la période de projection.

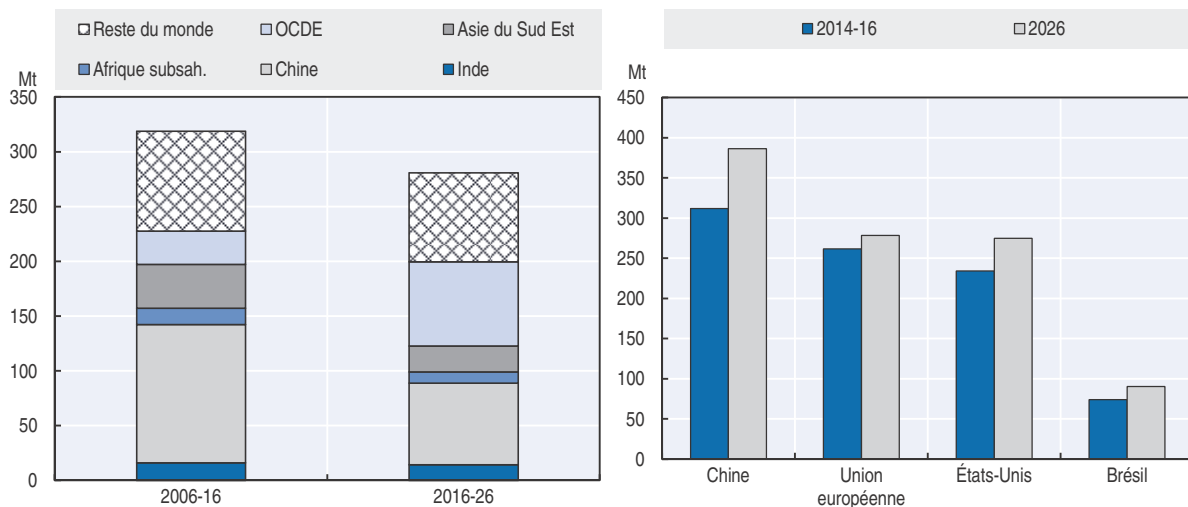
La demande mondiale d'aliments pour animaux devrait croître plus lentement

La consommation mondiale d'aliments pour animaux s'est établie à 1.5 Gt en 2014-16. D'après les projections, elle devrait encore augmenter pour atteindre 1.8 Gt en 2026, soit une croissance de 18 % (1.7 % par an). Ensemble, le maïs et les tourteaux protéiques en représentaient 58 % environ en 2014-16, et cette part devrait continuer d'augmenter. Toutefois, la croissance ralentira par rapport aux dix dernières années (graphique 1.13). De quelque 300 Mt entre 2004-06 et 2014-16, la croissance de la consommation d'aliments pour animaux devrait en effet retomber à 270 Mt environ au cours des dix années suivantes, freinée par le tassement de la demande en Chine et dans l'Asie du Sud-Est. En Chine, les rations alimentaires des animaux ont atteint un palier après avoir régulièrement augmenté ; de plus, la production totale de viande ne devrait pas croître aussi vite qu'au cours des dix dernières années.

D'après les projections, l'expansion de l'élevage en Chine devrait se traduire par une augmentation de 21 % de la consommation d'aliments pour animaux entre 2016 et 2026,


soit une nette réduction par rapport aux 70 % de hausse enregistrés au cours des dix dernières années. Après une phase de commercialisation rapide et d'intensification des rations alimentaires, ce ralentissement s'explique par le passage à un mode de production plus soucieux d'efficacité dans le secteur de l'élevage chinois. Au total, la Chine contribuera encore pour 28 % à l'accroissement de la demande dans les dix prochaines années, mais quand bien même celle-ci continuera d'augmenter dans les autres régions (Union européenne, États-Unis et Brésil en particulier), cela ne sera pas suffisant pour éviter un ralentissement marqué.

Graphique 1.13. **Aliments pour animaux : parts des régions dans la croissance de la demande et la consommation totale**



Note : la croissance de la demande correspond à la différence entre la moyenne de 2004-06 et la moyenne de 2014-16, et à la différence entre la moyenne de 2014-16 et le niveau de 2026. L'Asie du Sud-Est comprend l'Indonésie, les Philippines, la Malaisie, la Thaïlande, le Viet Nam, la RDP lao, le Myanmar et le Cambodge.

Source : OCDE/FAO (2017), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/agr-data-fr>.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933523308>

La Chine, l'Union européenne et les États-Unis sont les trois premiers consommateurs d'aliments pour animaux et ce classement ne change pas pendant la période de projection (graphique 1.13). Leur part cumulée dans la consommation totale, qui était de 53 % en 2014-16, reste relativement stable.

Les céréales sont une source essentielle d'aliments pour animaux, surtout le maïs (695 Mt en 2026, +21 % sur la période de projection), les autres céréales secondaires (182 Mt, +10 %) et le blé (162 Mt, +17 %). Les tourteaux protéiques, deuxième catégorie de produits la plus importante en alimentation animale, devraient voir leur utilisation passer de 309 Mt en 2014-16 à 384 Mt en 2026, soit une hausse de 24 %. Les tourteaux de soja représentent plus des deux tiers de la production mondiale de tourteaux protéiques.

Le ralentissement de la production de biocarburants freine la demande mondiale de maïs

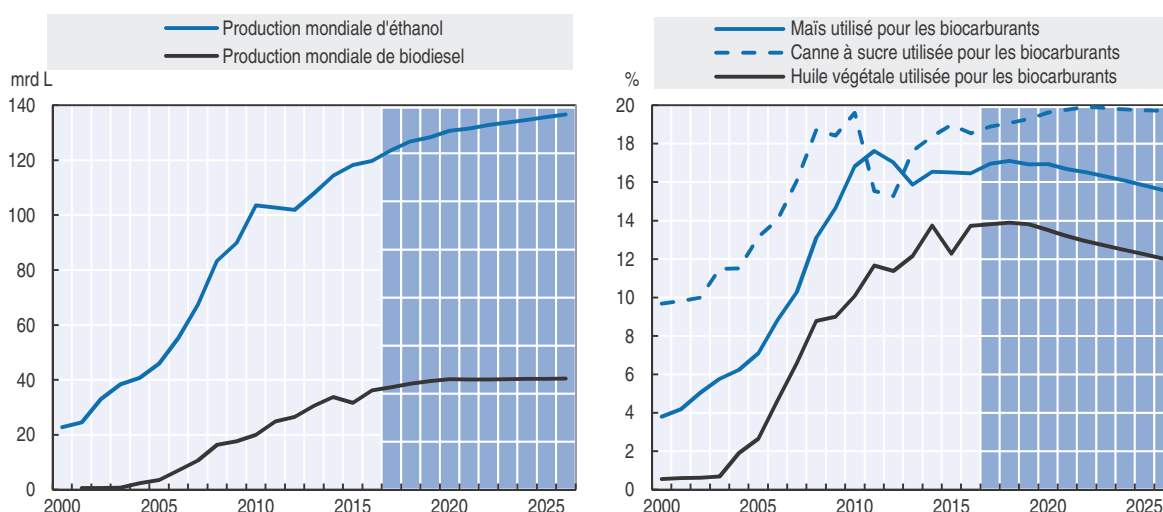
Outre l'alimentation humaine et animale, les produits agricoles sont utilisés comme matières premières pour la production de biocarburants. Ainsi, l'éthanol est principalement fabriqué à partir de maïs et de canne à sucre, et sa production représente

une large part de la demande totale de ces produits : 17 % en 2014-16 pour le maïs et 19 % pour la canne à sucre ; de même, le biodiesel représente une part non négligeable de la demande d'huile végétale (13 %), la matière première dont il est issu.

Conséquence des politiques mises en place pour stimuler la production de biocarburants dans la seconde moitié des années 2000, la production mondiale d'éthanol et de biodiesel a fortement augmenté. Logiquement, on a donc utilisé de plus en plus de canne à sucre et de maïs, au niveau mondial, pour fabriquer de l'éthanol, et de plus en plus d'huile végétale pour fabriquer du biodiesel (graphique 1.14). Entre 2000 et 2010, la part de la production mondiale de canne à sucre destinée aux biocarburants est passée de 10 % à près de 20 %. Pour le maïs, la part utilisée pour produire des biocarburants est passée de 4 % à 18 % de la production en 2011, et pour l'huile végétale, elle est passée de moins de 1 % en 2000 à un niveau compris entre 12 % et 14 % ces dernières années.

Graphique 1.14. Croissance de la production de biocarburants, 2000-26

(a) Production mondiale d'éthanol et de biodiesel
(b) Part des biocarburants dans la demande (%)



Source : OCDE/FAO (2017), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/agr-data-fr>.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933523327>

Encouragé par les pouvoirs publics, l'essor des biocarburants a donc été un facteur de croissance majeur de la demande de maïs, de canne à sucre et d'huile végétale au cours de la dernière décennie. Aujourd'hui, toutefois, la production de biocarburants a ralenti. Après avoir plus que quadruplé en l'espace d'une décennie, avec un taux de croissance de 17 % par an entre 2000 et 2010, la production d'éthanol a connu un recul temporaire en 2012 avant de repartir à la hausse, mais elle croît désormais à un rythme moins rapide, de 4 % par an depuis quelques années. On observe un ralentissement analogue dans le cas du biodiesel.

L'expansion des biocarburants est très étroitement liée à l'intervention des pouvoirs publics et à des motivations telles que le souci de réduire les émissions de gaz à effet de serre, d'assurer la sécurité énergétique ou autres considérations. Depuis le début, en effet, ce sont les politiques mises en place dans quelques grands pays ou régions (États-Unis, Union européenne, Brésil) qui encouragent l'utilisation et la production de biocarburants. L'évolution des marchés dans ce secteur est donc extrêmement sensible à d'éventuels

changements de politique, et elle est d'autant plus difficile à prévoir qu'elle tient moins à des facteurs économiques et démographiques. Les projections de référence sont fondées sur les meilleures informations disponibles concernant l'orientation future des politiques dans les principales régions, mais elles n'en demeurent pas moins très dépendantes des évolutions de l'action publique.

Ces réserves étant faites, les projections laissent entrevoir un ralentissement de la croissance des biocarburants au cours de la période considérée. Pour l'éthanol, la croissance de la production devrait être de l'ordre de 1 % par an, soit, en volume, 19 milliards de litres supplémentaires au cours des dix prochaines années, contre 70 milliards entre 2004-06 et 2014-16. Pour le biodiesel, la production n'augmenterait que de 7 milliards de litres au cours de la période de projection, alors qu'elle s'est accrue de 30 milliards de litres entre 2004-06 et 2014-16.

Dans le cas de l'éthanol, le ralentissement tient en grande partie à la stagnation de l'utilisation liée aux obligations d'incorporation aux États-Unis, car la demande de biocarburants devrait être soutenue au Brésil. En conséquence, si la demande de canne à sucre (principale source de bioéthanol au Brésil) reste relativement ferme, le ralentissement sera plus marqué pour le maïs, principale matière première utilisée pour produire du bioéthanol aux États-Unis. Le tassement de la demande américaine d'éthanol devrait être en partie compensé par les pays en développement, en particulier la Thaïlande et l'Inde, où l'éthanol est surtout fabriqué à partir de mélasse. La consommation d'éthanol dans ces deux pays continuera de se développer à un rythme assez rapide grâce à des politiques incitatives. En Thaïlande, la demande de racines et tubercules (manioc) continuera aussi d'augmenter, portée par des mesures de soutien à la filière éthanol.

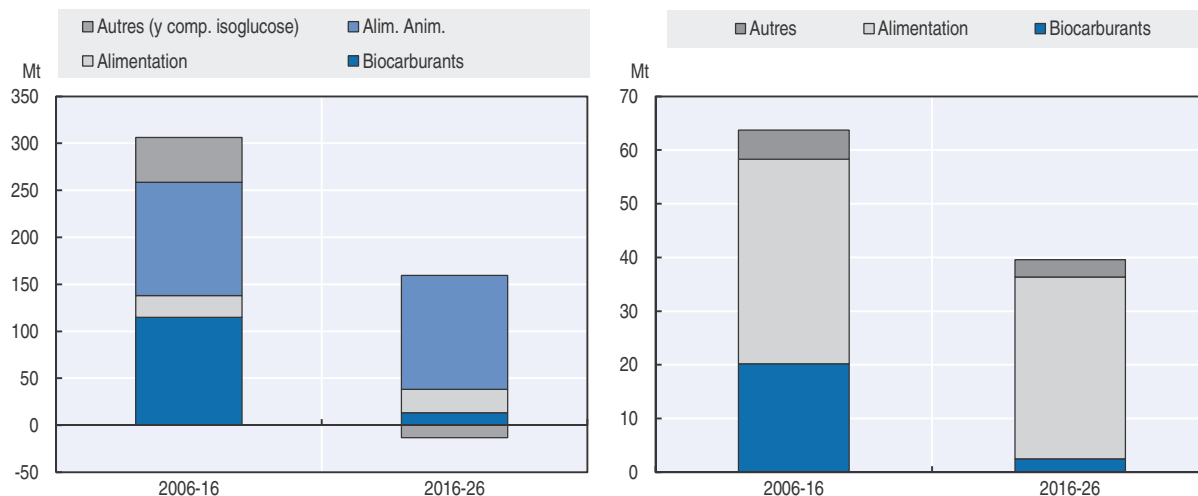
Le graphique 1.15 illustre la croissance de la demande de maïs et d'huile végétale observée au cours des dix dernières années et prévue pour les dix prochaines, par type d'utilisation. Signe de la tendance générale au ralentissement, la contribution des biocarburants à la croissance de la demande est pratiquement réduite à néant pour le maïs comme pour l'huile végétale au cours des dix années à venir. Dans le cas du maïs, le recul de la demande liée aux biocarburants et à l'alimentation animale explique l'essentiel du ralentissement. Après avoir crû de 306 Mt au cours des dix dernières années, l'utilisation du maïs ne devrait augmenter que de 146 Mt dans les dix ans à venir, principalement à cause du repli des biocarburants. En ce qui concerne l'huile végétale, le surplus de consommation se chiffre à 64 Mt sur la dernière décennie et à seulement 40 Mt pour la prochaine, contraction essentiellement due, là aussi, aux biocarburants.

Si, au niveau mondial, la consommation de biocarburants perd de son importance en tant que facteur de croissance de la demande, ce résultat masque le fait qu'il y a des pays où la demande de matières premières pour la production de biocarburants diminue et d'autres où elle augmente. En 2026, on prévoit que la consommation totale d'huile végétale destinée à la fabrication de biocarburants sera de l'ordre de 26 Mt, répartie à parts égales entre pays développés et pays en développement (surtout en Amérique latine et en Asie).

Au cours des dix dernières années, les biocarburants ont contribué à hauteur de 174 Mt à la consommation supplémentaire de canne à sucre. Cette part devrait redescendre à 89 Mt durant la décennie à venir. La contribution des autres utilisations (principalement la production de sucre) s'établit respectivement à 355 Mt et 265 Mt pour les deux périodes considérées. Au total, la demande de canne à sucre devrait donc augmenter de 354 Mt dans les dix prochaines années, après une croissance de 529 Mt durant les dix précédentes.

Graphique 1.15. **Croissance de la demande de maïs (partie gauche) et d'huile végétale (partie droite) par type d'utilisation**

(a) Maïs (gauche), (b) Huile végétale (droite)



Note : la croissance de la demande correspond à la différence entre la moyenne de 2004-06 et la moyenne de 2014-16, et à la différence entre la moyenne de 2014-16 et le niveau de 2026. L'Asie du Sud-Est comprend l'Indonésie, les Philippines, la Malaisie, la Thaïlande, le Viet Nam, la RDP lao, le Myanmar et le Cambodge.

Source : OCDE/FAO (2017), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/agr-data-fr>.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933523346>

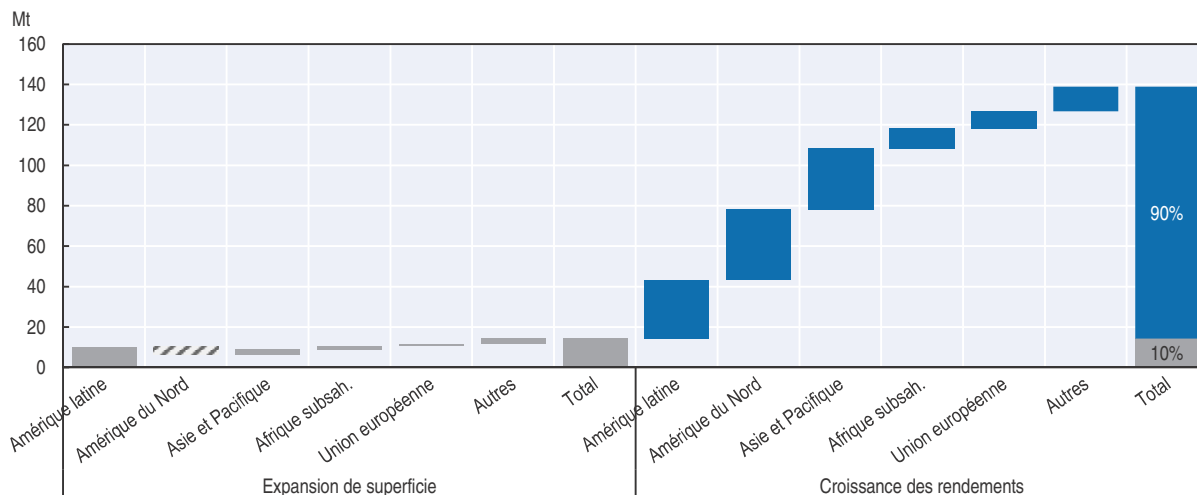
Production

La croissance des rendements restera le moteur de la production végétale mondiale

Au cours de la période de projection, la production mondiale de céréales devrait augmenter d'environ 1 % par an, soit au total 11 % de plus pour le blé, 14 % pour le maïs, 10 % pour les autres céréales secondaires et 13 % pour le riz à l'horizon 2026. Cet accroissement résultera essentiellement de l'amélioration des rendements.

Le graphique 1.16 présente la croissance totale de la production de maïs par région, ventilée entre deux composantes : l'expansion des superficies cultivées (calculée en maintenant les rendements constants à leur moyenne régionale pour la période de référence) et l'amélioration des rendements moyens. Dans le cas du maïs, l'expansion des superficies cultivées ne représente que 10 % de l'accroissement total de la production et se concentre en Amérique latine, où les surfaces en maïs augmentent de 6.6 %, passant de 33.5 millions d'hectares pendant la période de référence à 35.7 millions d'hectares en 2026. L'Amérique du Nord accuse quant à elle une diminution de ses surfaces cultivées, tandis que les variations sont relativement modestes dans les autres régions.

L'Amérique latine devrait contribuer pour 28 % à l'accroissement total de la production de maïs, soit 39 Mt, dont un quart environ proviendrait de l'extension des surfaces cultivées. La contribution de la région Asie et Pacifique s'élève à 24 % (33 Mt), mais contrairement à celle de l'Amérique latine, elle résulte presque entièrement de meilleurs rendements. Malgré la diminution prévue de ses surfaces cultivées, l'Amérique du Nord voit sa production augmenter de 31 Mt, soit 22 % de l'accroissement total. Ensemble, ces trois régions fournissent 74 % du supplément de production, le reste se répartissant entre l'Union européenne, l'Afrique subsaharienne et les autres régions. En Afrique subsaharienne, la production de maïs devrait augmenter de 11 Mt, en grande partie grâce

Graphique 1.16. **Accroissement de la production de maïs dû à l'expansion des surfaces et à l'amélioration des rendements, 2016-26**

Note : les parties hachurées indiquent des valeurs négatives. La croissance correspond à la différence entre le niveau de 2026 et la moyenne de la période de référence (2014-16).

Source : OCDE/FAO (2017), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/agr-data-fr>.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933523365>

à l'amélioration des rendements en Afrique du Sud, au Nigéria et en Éthiopie, où les volumes produits progressent respectivement de 3,6, 1,8 et 1,8 Mt au cours de la période de projection.

D'après les projections, la production mondiale de blé devrait augmenter de 11 % pendant la période examinée, avec une extension des superficies limitée à 1,8 %. La croissance de la production de blé résulterait donc d'une hausse des rendements, surtout dans la région Asie et Pacifique, qui représente 46 % des volumes supplémentaires produits. Au sein de la région et au niveau mondial, la principale contribution à la croissance de la production est celle de l'Inde (15 Mt), suivie du Pakistan (6 Mt) et de la Chine (5,5 Mt). L'Union européenne compte pour 13 % des gains de production, et une progression importante est également attendue en Fédération de Russie (9 % de la production supplémentaire) et en Ukraine (6 %).

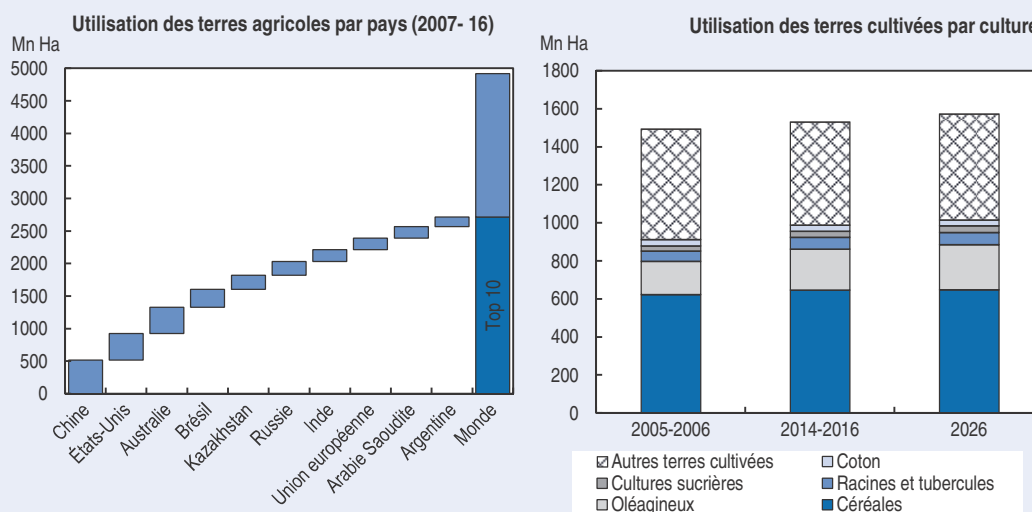
Pour le riz, on prévoit une augmentation de la production de 66 Mt qui tiendra presque entièrement à la croissance des rendements (93 %). La superficie totale cultivée en riz ne progresserait que de 1 % par rapport à la période de référence, tandis que les rendements mondiaux seraient en hausse de 12 %. Les gains de production les plus importants sont attendus en Inde, en Indonésie, au Myanmar, en Thaïlande et au Viet Nam. Dans ces pays, les rendements devraient s'accroître de plus de 15 %.

Si la croissance de la production mondiale de céréales repose essentiellement sur la hausse des rendements, cela signifie qu'elle aura une incidence relativement limitée sur les surfaces utilisées. Dans le cas des oléagineux, en revanche, l'extension des superficies cultivées jouera un rôle important dans la croissance de la production, notamment celle de soja, à laquelle elle contribuera pour quasiment 50 %. Elle restera aussi un facteur clé pour la production d'huile de palme, encore que les problèmes que pose cette culture en termes de viabilité écologique et les contraintes qui en découlent pèseront sans doute davantage que ces dix dernières années sur l'accroissement des surfaces utilisées. L'encadré 1.1 brosse un tableau général de l'utilisation des terres agricoles à l'échelle mondiale.


Encadré 1.1. Utilisation des terres agricoles

Entre 1960 et 1993, la superficie agricole mondiale s'est accrue pour passer de 4.5 milliards d'hectares à 4.9 milliards (FAOSTAT). Au cours des dix dernières années, toutefois, elle a diminué de 62 millions d'hectares et cette tendance à la baisse devrait se poursuivre. Comme le montre le graphique 1.17 (partie gauche), plus de la moitié de la surface agricole totale (qui comprend les terres arables et les pâturages) se concentre dans dix pays, la part la plus importante revenant à la Chine, suivie des États-Unis et de l'Australie. D'après les projections établies pour les présentes *Perspectives*, la superficie agricole mondiale va continuer de se contracter, mais à un rythme plus modéré, diminuant de 24 millions d'hectares au cours de la prochaine décennie. La part des dix pays les mieux dotés devrait également accuser un modeste recul.

Graphique 1.17. Tendances de l'utilisation des terres agricoles au niveau mondial



Source : OCDE/FAO (2017), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/agr-data-fr>

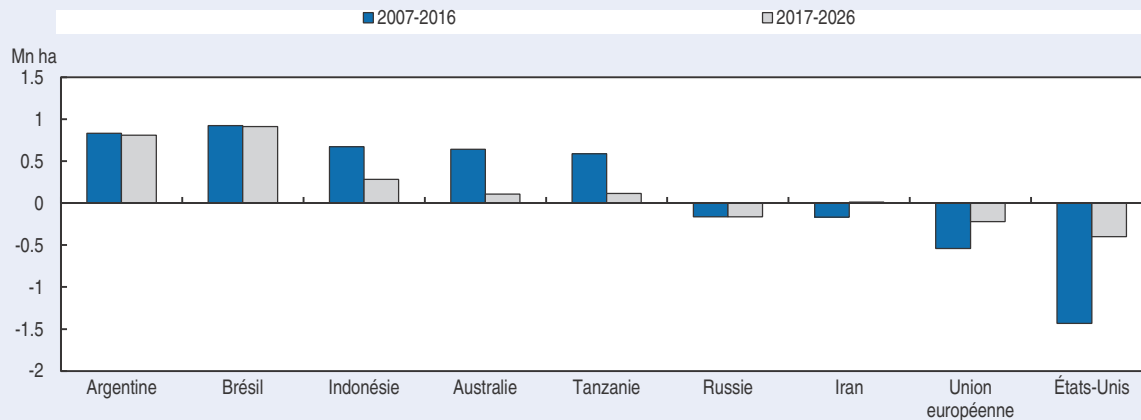
StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933523384>

Soixante-dix pour cent de la superficie agricole mondiale utilisée sont des pâturages. Durant la dernière décennie, la superficie mondiale des pâturages a diminué au rythme moyen de 3 millions d'hectares par an ; on estime que cette réduction se poursuivra à raison de 1.7 million d'hectares par an au cours des dix prochaines années. Parallèlement, les surfaces cultivées affichent une tendance à la hausse du fait de la conversion des prairies en terres arables. Les présentes *Perspectives* tablent sur une poursuite de cette tendance, avec une expansion de 42 millions d'hectares des superficies cultivées, soit une augmentation du même ordre que celle de la décennie précédente. Dix pays concentrent 60 % de la superficie totale cultivée. Hormis le Nigéria, le Canada et l'Indonésie, qui prennent respectivement la place de l'Arabie saoudite, de l'Inde et du Kazakhstan, ce sont les mêmes que ceux qui dominent l'espace agricole mondial.


Comme on peut le voir sur le graphique 1.17 (partie droite), les céréales occupent environ 42 % de la totalité des terres cultivées et les oléagineux, environ 14 %. La part de ces deux types de culture a augmenté ces dix dernières années, mais seuls les oléagineux devraient encore progresser pendant la période de projection, notamment du fait de conditions favorables à la production de soja en Amérique du Sud. Environ 4 % de la superficie totale cultivée sont affectés aux racines et tubercules, tandis que les cultures sucrières et le coton en représentent chacun 2 %. Les 36 % restants se répartissent entre les légumineuses, les fruits et légumes et d'autres cultures permanentes, sans oublier les friches et les jachères.

Encadré 1.1. **Utilisation des terres agricoles** (suite)

Si le paysage général semble assez stable, les évolutions nationales sont plus dynamiques. L'utilisation des terres agricoles, en particulier pour les cultures, se développe dans certains pays qui présentent un potentiel d'expansion de leurs surfaces utilisables, alors qu'elle diminue ailleurs sous l'effet de phénomènes tels que l'urbanisation, le boisement ou la désertification.

Graphique 1.18. **Variation moyenne annuelle des surfaces cultivées dans un certain nombre de pays**

Source : OCDE/FAO (2017), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/agr-data-fr>.

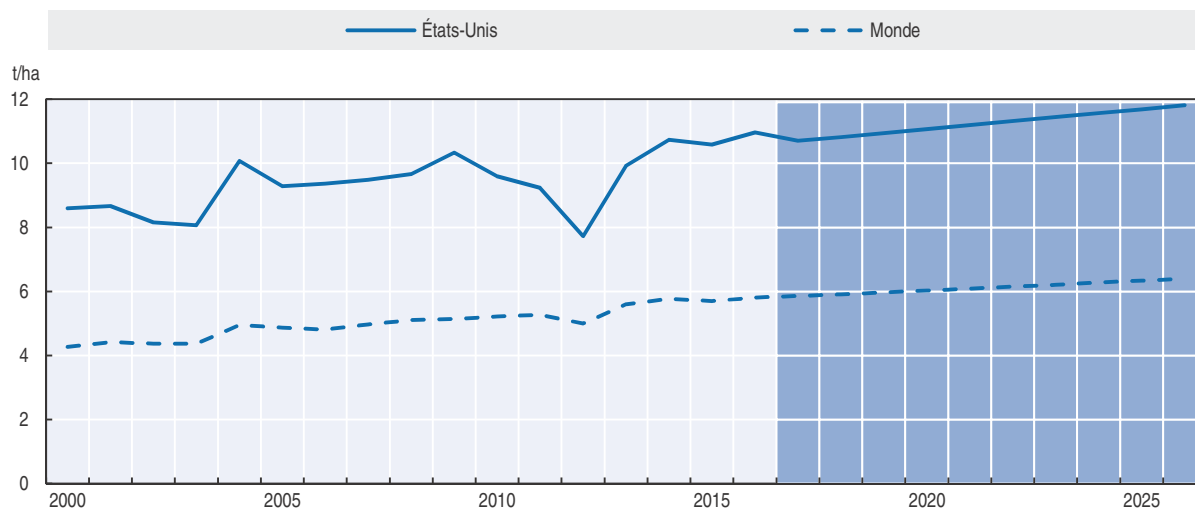
StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933523403>

Le graphique 1.18 illustre la variation annuelle moyenne des surfaces cultivées d'un certain nombre de pays où ces surfaces ont le plus augmenté ou diminué, en valeur absolue, au cours des dix dernières années, ainsi que l'estimation de cette variation pour les dix prochaines années. L'Argentine et le Brésil sont les deux pays où l'expansion des terres cultivées a été la plus forte de la dernière décennie, avec respectivement 10 millions d'hectares et 8 millions d'hectares supplémentaires, et chacun devrait connaître encore une augmentation du même ordre dans les dix années à venir. Dans les trois autres pays où les superficies cultivées ont augmenté durant les dix dernières années, le ralentissement projeté tient en partie à des prix attendus en baisse par rapport à ceux de la décennie écoulée. La surface des terres cultivées a considérablement diminué et devrait encore se réduire dans l'avenir aux États-Unis et dans l'Union européenne, sous l'effet de l'urbanisation et du reboisement, mais aussi en raison de la reconversion des terres arables en prairies permanentes. Aux États-Unis, le programme de mise en réserve des terres fragiles (*Conservation Reserve Program, CRP*) a également contribué à la réduction de la superficie cultivée ces dernières années. Du fait des modifications apportées à ce programme dans la loi agricole 2014, la réduction annuelle de la surface arable américaine prévue pour les dix prochaines années devrait toutefois être moins importante qu'au cours des dix dernières années.

L'amélioration des rendements devrait satisfaire la majeure partie de la demande supplémentaire de céréales au cours de la période de projection, même s'il y aura vraisemblablement des variations d'une année sur l'autre en fonction des conditions météorologiques et climatiques, telles que le phénomène El Niño. Comme on peut le voir sur le graphique 1.19, qui illustre l'évolution des rendements du maïs aux États-Unis (le principal producteur) et dans l'ensemble du monde, de l'an 2000 jusqu'à la fin de la période de projection, les variations annuelles sont parfois très importantes, alors que l'hypothèse retenue dans les présentes *Perspectives* est celle d'une progression constante des

rendements. En 2012, par exemple, les rendements du maïs aux États-Unis ont chuté de 16 % par rapport à 2011, ce qui a ramené la part du pays dans la production mondiale de 35 % à 31 %. Les rendements moyens sont moins instables à l'échelle mondiale, car il n'y a généralement pas de corrélation étroite, de ce point de vue, entre les principales régions de production. Cela étant, la chute de 2012 aux États-Unis a tout de même fait reculer les rendements mondiaux de 5 %. En 2013, les rendements américains étaient revenus sur leur trajectoire de hausse à long terme, mais des variations temporaires chez les grands producteurs peuvent avoir un impact considérable au niveau mondial.

Graphique 1.19. **Rendements du maïs aux États-Unis et dans le monde**



Source : OCDE/FAO (2017), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/agr-data-fr>.

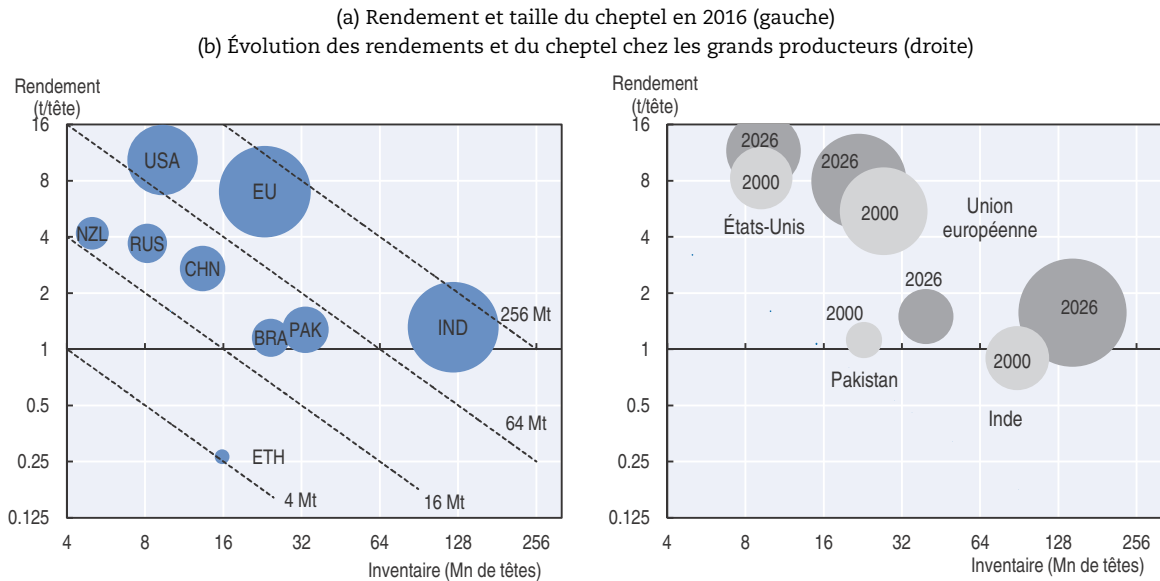
StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933523422>

Lait et produits laitiers : des différences structurelles importantes persistent entre les principaux pays producteurs

Dans de nombreuses filières agricoles, notamment les céréales, les produits laitiers et la viande, production « intensive » (haut niveau d'intrants, haut niveau de rendement) et production « extensive » (faible niveau d'intrants, faible niveau de rendement) continueront de coexister. Le graphique 1.20 illustre cette dualité pour la production de lait, en comparant les rendements (en tonnes par habitant) et les effectifs du cheptel laitier (en millions de têtes, y compris les vaches, les bufflonnes, les brebis, les chèvres et les chammelles) dans plusieurs pays ou régions.


Comme le montre le graphique 1.20 (partie gauche), les producteurs à système extensif ou intensif sont également capables d'atteindre un niveau de production donné. En 2016, l'Inde et l'Union européenne ont toutes deux produit quelque 160 Mt de lait, mais l'Inde est parvenue à ce résultat avec un rendement moyen de 1.3 t par tête et un cheptel de 122 millions de têtes, alors que l'Union européenne ne comptait que 23 millions de têtes mais avait un rendement moyen de 7 t par tête. De même, la production en Chine est plus intensive qu'au Pakistan, mais les deux pays ont à peu près le même niveau de production (41 Mt en Chine et 42 Mt au Pakistan en 2016). Le cheptel laitier de l'Éthiopie (16 millions de têtes) est beaucoup plus grand que celui des États-Unis (9 millions de têtes), mais la production éthiopienne s'est élevée à 4 Mt en 2016, soit une toute petite partie seulement

Graphique 1.20. Production laitière dans un certain nombre de pays ou régions



Note : le rendement correspond à la production de lait en tonnes par tête, y compris le lait d'autres mammifères que les vaches. Le cheptel comprend les vaches et les autres mammifères laitiers. Les deux axes sont représentés sur une échelle logarithmique de manière à permettre la comparaison entre des producteurs de taille très différente. Les bulles indiquent la production totale de lait (de vache et d'autres mammifères). Les lignes obliques relient toutes les combinaisons de rendement et de cheptel donnant le même niveau de production (en millions de tonnes). L'« Union européenne » désigne les 28 États membres de l'UE pour toutes les années considérées.

Source : OCDE/FAO (2017), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/agr-data-fr>.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933523441>

des 96 Mt produites par les États-Unis. En Éthiopie, 25 % du cheptel laitier se compose de chamelles, de chèvres et de brebis, qui représentent environ 10 % de la collecte. Toutefois, même les vaches laitières (environ 11 millions de têtes) sont plus nombreuses qu'aux États-Unis. En 2014, la production de lait de vache a atteint 3.3 Mt en Éthiopie, soit 0.29 t par vache, alors que les rendements étaient de l'ordre de 10 t par vache aux États-Unis.

Contrairement à ce que l'on observe dans le secteur des céréales, où la croissance de la production s'explique à hauteur de 90 % par la hausse des rendements, la croissance de la production de lait résultera pour une plus grande part encore de l'expansion du cheptel laitier. À l'échelle mondiale, celui-ci devrait s'accroître de 11 % sur la période de projection, soit une augmentation de 79 millions de têtes par rapport à la période de référence (2014-16). Aux niveaux de rendement de 2016, cela devrait se traduire par une production supplémentaire de 48 Mt, sur une hausse totale prévue de 178 Mt. L'accroissement du cheptel laitier représenterait donc environ 27 % du surcroît de production projeté.

Comme le montre le graphique 1.20 (partie droite), qui compare les évolutions de quatre grands producteurs (Union européenne, Inde, Pakistan et États-Unis) entre 2000 et 2026, dernière année de la période de projection, la dynamique varie selon les régions. Les rendements sont partout en augmentation, mais comme ils sont faibles au départ dans de nombreux pays en développement, il ne faut pas s'attendre à une amélioration importante de la productivité en termes absolus. Aux États-Unis, le cheptel laitier reste assez stable, alors qu'il diminue dans l'Union européenne. L'Inde et le Pakistan affichent tous deux une forte augmentation de leur cheptel et de leur rendement, qui se traduit par une progression rapide de la production. Au cours du premier quart du XXI^e siècle, la production indienne de lait aura pratiquement triplé, et sur la seule période de projection,

elle s'accroîtra de 49 % : en 2026, l'Inde sera le plus grand producteur de lait du monde, avec une collecte totale supérieure d'un tiers à celle de l'Union européenne, deuxième producteur mondial. De plus, cette formidable croissance s'obtiendra avec des rendements inférieurs à 2 tonnes par tête, loin derrière les niveaux de l'Union européenne ou des États-Unis. D'après les projections, la production de lait de l'Union européenne devrait augmenter de 0.8 % par an dans les dix années à venir, en repli par rapport au 1.2 % par an de la décennie précédente, malgré la fin des quotas laitiers en 2015.

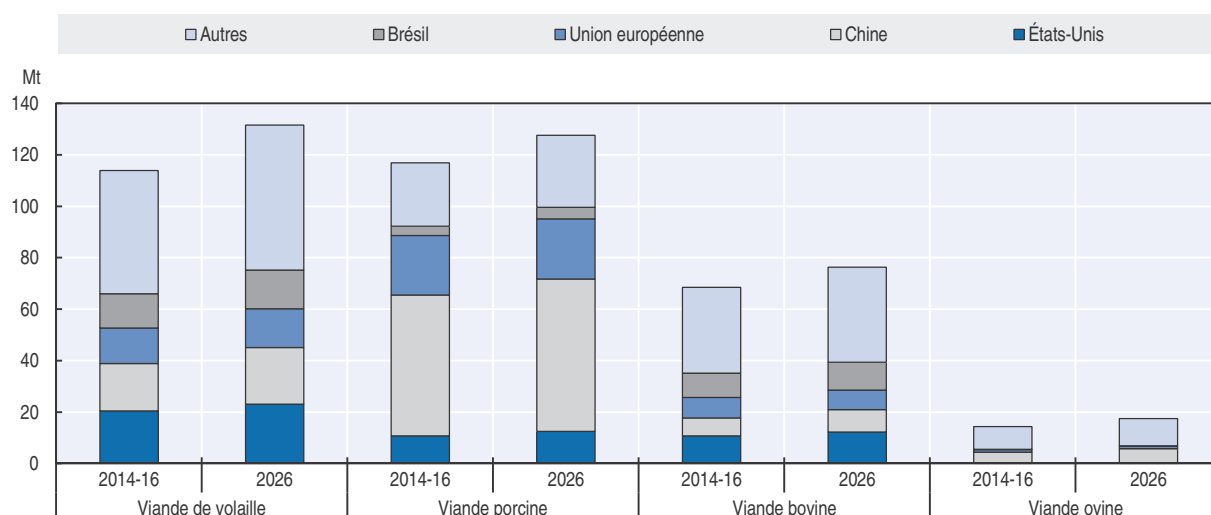
La production de produits laitiers transformés devrait augmenter de 1.4 % par an pour le fromage et de 2.3 % par an pour le lait écrémé en poudre pendant la période examinée. Cette progression s'observera pour l'essentiel dans les pays développés, mais l'Inde restera néanmoins le premier producteur de beurre. Avec un marché intérieur immense et en pleine expansion, il est toutefois peu probable que l'Inde devienne un acteur important sur le plan extérieur

La production de viande et de poisson continue d'augmenter


La production mondiale de viande augmentera de près de 40 Mt au cours de la période de projection (graphique 1.21), toujours tirée pour la majeure partie par la production de volaille, qui passera de 117 Mt à 132 Mt (+13 %), et par celle de viande porcine, qui passera de 116 Mt à 128 Mt (+10 %). Des augmentations sont également prévues pour la viande bovine et la viande ovine. La production ovine, en particulier, enregistrera une forte croissance (+21 %), à partir d'un niveau initialement bas de 14.7 Mt en 2017, et atteindra 17.5 Mt en 2026.

En ce qui concerne les quatre types de viande examinés dans les *Perspectives*, le marché restera dominé par les quatre plus gros producteurs, à savoir la Chine, l'Union européenne, les États-Unis et le Brésil. Cette domination est particulièrement forte dans la filière porcine, où ces quatre producteurs assureront ensemble 78 % de la production mondiale en 2026. La Chine, en particulier, continuera de fournir 47 % des volumes mondiaux sur la période de projection.

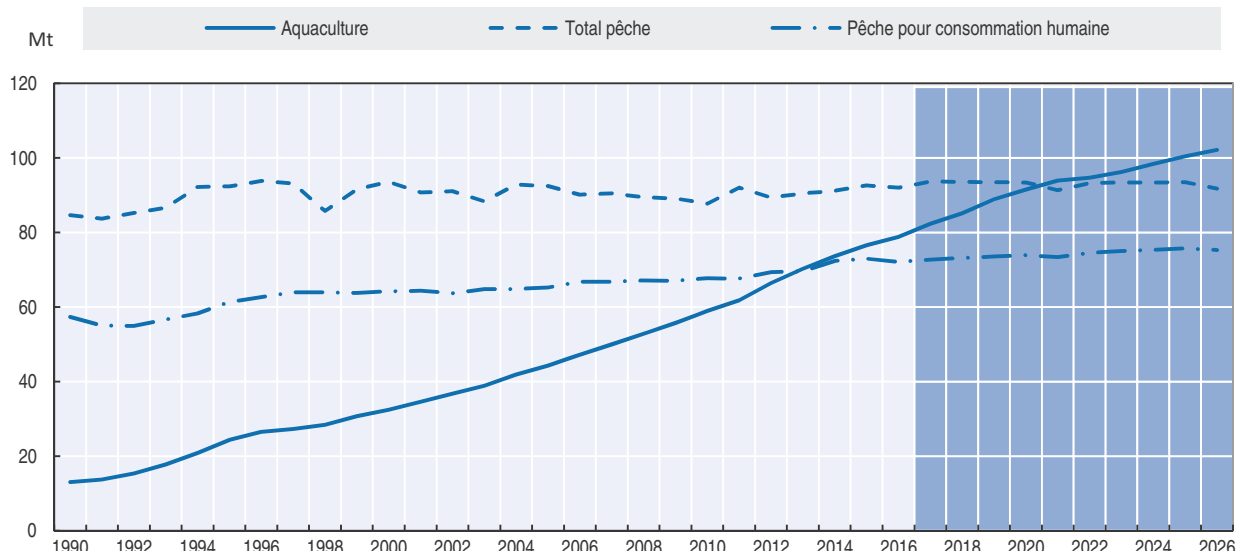
Graphique 1.21. Production de viande, par type et par pays




Source : OCDE/FAO (2017), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/agr-data-fr>.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933523460>

La production de poisson continuera d'augmenter pour atteindre quasiment 200 Mt en 2026. Comme le montre le graphique 1.22, cette progression reflète exclusivement celle de la production aquacole. La production halieutique stagne depuis plusieurs décennies, sauf les années où elle décline dans certains pays d'Amérique latine, à cause du phénomène *El Niño*. Cette tendance devrait se poursuivre pendant la période de projection. Soutenue par le faible niveau des prix des aliments pour animaux, la production aquacole continuera de croître, surtout en Chine, où l'offre supplémentaire se chiffrera à 17 Mt en 2026, sur un accroissement total de 26 Mt au niveau mondial.

Graphique 1.22. **Production de poisson**

Source : OCDE/FAO (2017), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/agr-data-fr>.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933523479>

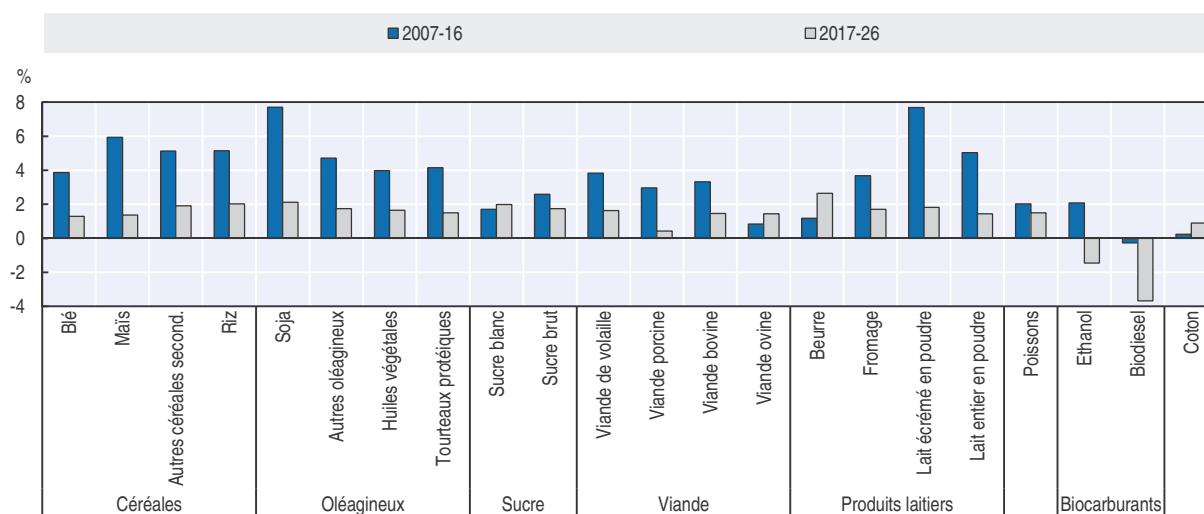
Échanges

Des échanges agricoles au diapason de l'activité économique

Les échanges agricoles continueront de se développer, mais à un rythme plus modéré que par le passé. Tout comme l'offre et la demande mondiales, les échanges devraient ralentir ces dix prochaines années (graphique 1.23). Ce ralentissement est particulièrement sensible pour les céréales et les oléagineux, qui représentent ensemble 45 % environ des échanges agricoles en valeur, ainsi que pour la viande porcine et les laits en poudre. Dans le secteur des biocarburants, les échanges devraient enregistrer une croissance négative dans les dix années à venir. De modestes hausses des volumes échangés sont prévues pour le sucre blanc, la viande ovine, le beurre et le coton.

Le ralentissement des échanges agricoles n'est pas un phénomène isolé. En l'occurrence, le commerce mondial de marchandises (c'est-à-dire de produits agricoles et non agricoles) a ralenti en même temps que l'activité économique. Toutefois, sa part dans le PIB mondial a également cessé d'augmenter¹ et cette tendance à la contraction des échanges en proportion du PIB semble avoir débuté dès avant la grande récession de 2008-09, conduisant certains observateurs à se demander si le ralentissement actuel ne constitue pas la « nouvelle normalité » (Hoekman, 2015).

Graphique 1.23. Croissance des échanges en volume, par produit



Source : OCDE/FAO (2017), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/agr-data-fr>.

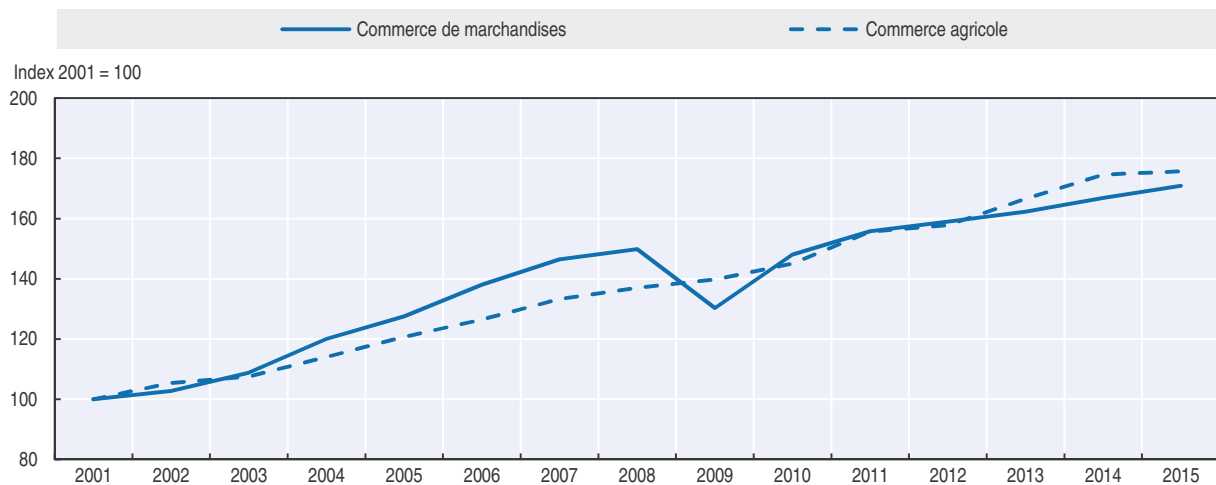
StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933523498>

Tassement de la demande, expansion moins rapide des chaînes d'approvisionnement mondiales, moindre dynamisme des réformes et arrivée à maturité du secteur commercial en Chine sont quelques-unes des raisons avancées pour expliquer le ralentissement des échanges de marchandises (Lewis et Monarch, 2016). Ces facteurs, en particulier les deux derniers, s'appliquent aussi à l'agriculture. Les effets et le rythme des réformes ont diminué depuis le Cycle d'Uruguay, et certains pays cherchent aujourd'hui à augmenter leur niveau d'autosuffisance. L'entrée de la Chine à l'OMC à la fin de 2001 s'est accompagnée d'une forte expansion des importations de produits agricoles sous l'effet d'un nouvel ensemble de politiques. Mais cette croissance des importations, notamment celles de soja, a ralenti à mesure que la demande de tourteaux et d'huile de soja faiblissait.

Dans la mesure où les présentes *Perspectives* prévoient un ralentissement des échanges agricoles, il est intéressant de comparer l'évolution de ces échanges avec celle du commerce de marchandises au niveau mondial. Le graphique 1.24 illustre cette comparaison en retraçant l'évolution des échanges mondiaux de marchandises (à partir des données fournies par l'outil Trade Map du CCI) et celle des échanges de produits agricoles (estimés à l'aide de la base de données Aglink-Cosimo sur laquelle reposent les présentes *Perspectives*) sur la période comprise entre 2001 et 2015.² Les deux séries sont exprimées en volume afin de neutraliser l'effet des variations de prix, par exemple la hausse des prix alimentaires observée en 2007.


Au cours de la période 2001-15, les échanges agricoles et les échanges de marchandises ont progressé à un rythme de l'ordre de 4 % par an. Toutefois, comme on le voit clairement sur le graphique, cette croissance a commencé à ralentir vers la fin de la période. En fait, le commerce de marchandises s'est accru de 6.6 % entre 2001 et 2007, mais ce taux est ensuite redescendu à 2.3 % entre 2011 et 2015. De même, la croissance des échanges agricoles a atteint en moyenne 4.9 % entre 2001 et 2007, avant de retomber à 3.1 % entre 2011 et 2015.

Si le commerce de marchandises a connu une forte contraction suivie d'un rebond au lendemain de la grande récession, les échanges de produits agricoles, eux, se sont révélés

Graphique 1.24. **Évolution des échanges de marchandises et des échanges agricoles, en volume**

Note : l'indice des échanges de marchandises est calculé sur la base d'un indice-chaîne du commerce mondial de marchandises en volume (Organisation mondiale du Commerce); l'indice des échanges agricoles est calculé en appliquant la méthode de l'indice-chaîne de volume aux exportations tirées de la base de données Aglink-Cosimo.

Source : OCDE/FAO (2017), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/agr-data-fr>.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933523517>

beaucoup plus robustes en volume. Une explication possible à cela est que le commerce agroalimentaire est déterminé par des « facteurs fondamentaux » plus profonds, tels que la croissance de la population, et par une demande moins élastique que celle de la plupart des autres produits, ce qui le rend moins sensible aux chocs sur les revenus.

En outre, la production agricole mondiale progresse généralement moins vite que le PIB mondial en termes réels. C'est pourquoi malgré le ralentissement des échanges agricoles en volume, la part de la production échangée reste constante, comme on le verra ci-après, alors que dans le cas du commerce de marchandises en général, le ralentissement entraîne un recul en proportion du PIB.

Face au ralentissement progressif du commerce agricole, la suppression des dispositions commerciales et des mesures internes qui faussent la production pourrait offrir une parade. Voir à ce sujet l'encadré 1.2.

Malgré le ralentissement des échanges, la part de la production échangée ne devrait guère varier pour les produits examinés dans les *Perspectives*. Le graphique 1.26 compare la part de la production exportée durant la période de référence (2014-16) aux projections pour 2026. Les laits en poudre resteront les produits agricoles les plus échangés et les produits laitiers frais (non représentés sur le graphique) ceux qui feront le moins l'objet d'échanges. Les huiles végétales et le soja devraient aussi conserver une large part d'exportations, plus de 40 % de la production étant destinée aux marchés internationaux. La part des exportations totales de produits de la pêche et de l'aquaculture (y compris la farine de poisson) se maintiendra aux alentours de 30 % de la production. Malgré l'importance des quantités en jeu, le commerce des céréales est généralement assez restreint en comparaison des volumes de production mondiaux : 23 % de la production de blé seront exportés en 2026, contre 13 % environ pour le maïs et 9 % seulement pour le riz.

Si la part de la production exportée varie peu pour la plupart des produits, des modifications importantes se sont néanmoins produites pour certains d'entre eux au cours

Encadré 1.2. Incidences de l'action publique sur les échanges agroalimentaires

Une étude récente de l'OCDE (2016) s'intéresse à l'incidence des mesures de soutien interne et des politiques commerciales (droits de douane, quotas et subventions à l'exportation) des grandes régions productrices sur la production et les échanges agricoles mondiaux, ainsi qu'aux effets de plusieurs scénarios possibles concernant l'évolution future de ces politiques. Les évaluations ont été réalisées à l'aide du modèle d'équilibre général calculable METRO de l'OCDE et du modèle Aglink-Cosimo. Dans le contexte de la période 2011-14, elles montrent que les soutiens à l'agriculture et les obstacles aux échanges de produits agricoles génèrent toujours d'importantes distorsions sur les marchés mondiaux.

Globalement, les échanges agroalimentaires seraient plus importants, tous produits confondus, si les mesures de soutien en vigueur étaient supprimées. Ces mesures limitent notamment les échanges de produits agricoles intermédiaires (au risque de freiner le développement des chaînes de valeur mondiales dans le secteur agroalimentaire) et pèsent sur les secteurs où l'on prévoit une forte augmentation de la demande et des échanges dans l'avenir, comme le secteur des produits laitiers et celui de la viande, ce qui donne à penser que le coût du *statu quo* devrait s'alourdir au fil du temps.

Les mesures de soutien interne peuvent certes encourager la production nationale, mais elles ne stimulent pas la production mondiale et peuvent même la réduire. Dans certaines régions, il ressort des résultats que le renforcement de l'isolement ou les obstacles à l'intégration dans les marchés régionaux ou mondiaux seront probablement contreproductifs. D'après l'analyse, les mesures qui favorisent la productivité et la flexibilité des systèmes de production, qui permettent aux producteurs (en particulier les petits) d'être présents sur les marchés et qui garantissent des filets de sécurité aux ménages vulnérables, sont plus efficaces pour promouvoir la sécurité alimentaire que la protection par les droits de douane et les quotas.

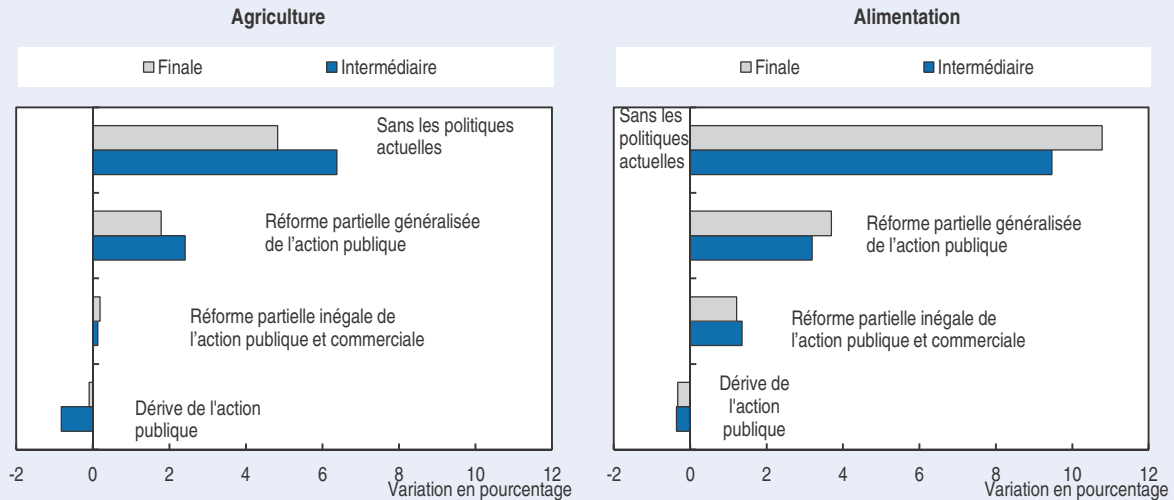
Quatre scénarios concernant l'évolution possible de l'action publique ont été analysés : 1) suppression des politiques actuelles, c'est-à-dire de tous les droits de douane, quotas et subventions à l'exportation ainsi que des mesures de soutien interne à l'agriculture génératrices de distorsions ; 2) réforme partielle dans tous les pays, c'est-à-dire suppression partielle des droits de douane, quotas et subventions à l'exportation ainsi que des mesures de soutien interne génératrices de distorsions dans tous les pays ; 3) réforme partielle et inégale, c'est-à-dire suppression partielle des droits de douane, quotas et subventions à l'exportation ainsi que des mesures de soutien interne génératrices de distorsions dans les pays développés, et très peu de changements dans les autres ; 4) dérive de l'action publique, c'est-à-dire augmentation des droits de douane et du soutien interne chez certains grands producteurs agricoles émergents, et maintien des politiques actuelles dans les autres pays. Le graphique 1.25 illustre les résultats de ces simulations.

Étant donné les effets négatifs des mesures de soutien interne et des mesures commerciales qui les accompagnent, c'est le scénario de la suppression totale de ces mesures qui a les effets positifs les plus importants sur les échanges agroalimentaires. Des réformes plus modestes auraient aussi des retombées bénéfiques pour la croissance des échanges, mais dans des proportions plus limitées.

Les simulations d'une dérive possible de l'action publique, à partir des tendances actuelles, montrent qu'il peut aussi être intéressant de prévenir toute action supplémentaire tendant à renforcer encore la protection, tout en engageant de nouvelles réformes. Lorsque des progrès ont été faits, un accord contraignant peut ainsi se révéler utile pour s'assurer qu'ils ne seront pas compromis. L'accord conclu à la conférence ministérielle de l'OMC en novembre 2015 va dans ce sens, mais il reste du chemin à parcourir.

Encadré 1.2. Incidences de l'action publique sur les échanges agroalimentaires (suite)

Graphique 1.25. Conséquences de l'action publique, de ses réformes et de ses possibles dérivés sur les échanges agroalimentaires

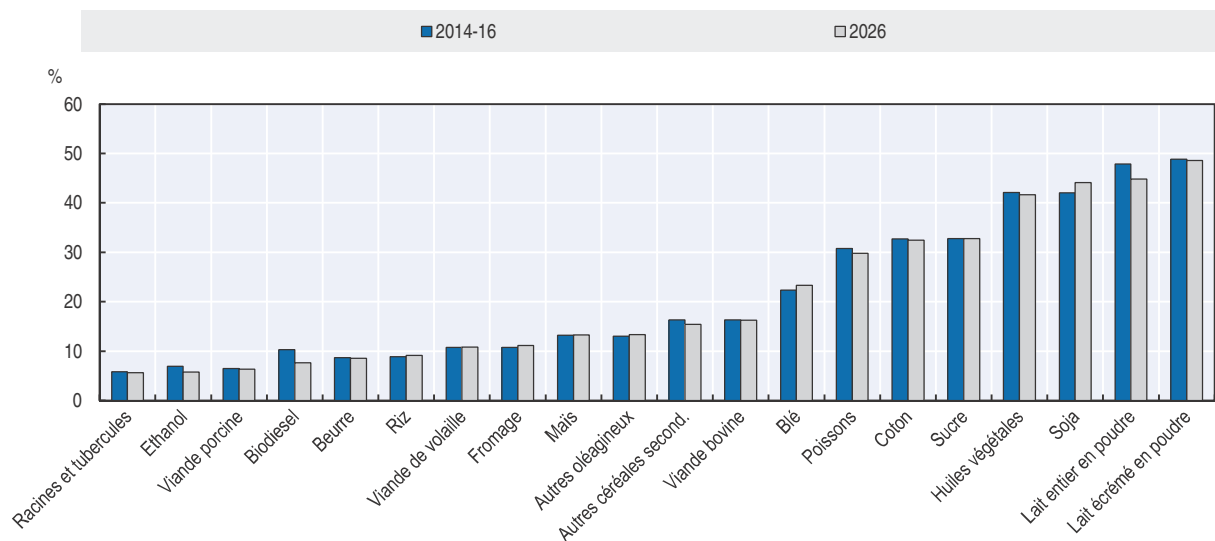


Note : quatre scénarios ont été analysés dans cette étude : 1) suppression des politiques actuelles, c'est-à-dire de tous les droits de douane, quotas et subventions à l'exportation ainsi que des mesures de soutien interne à l'agriculture ; 2) réforme partielle dans tous les pays, c'est-à-dire suppression partielle des droits de douane, quotas et subventions à l'exportation ainsi que des mesures de soutien interne dans tous les pays ; 3) réforme partielle et inégale, c'est-à-dire suppression partielle des droits de douane, quotas et subventions à l'exportation ainsi que des mesures de soutien interne dans les pays développés, avec très peu de changements dans les autres ; 4) dérive de l'action publique, c'est-à-dire l'augmentation des droits de douane et du soutien interne chez certains grands producteurs agricoles émergents tandis que les autres pays maintiennent leur politique actuelle.


Source : OCDE (2016).

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933523536>

Graphique 1.26. Part de la production exportée

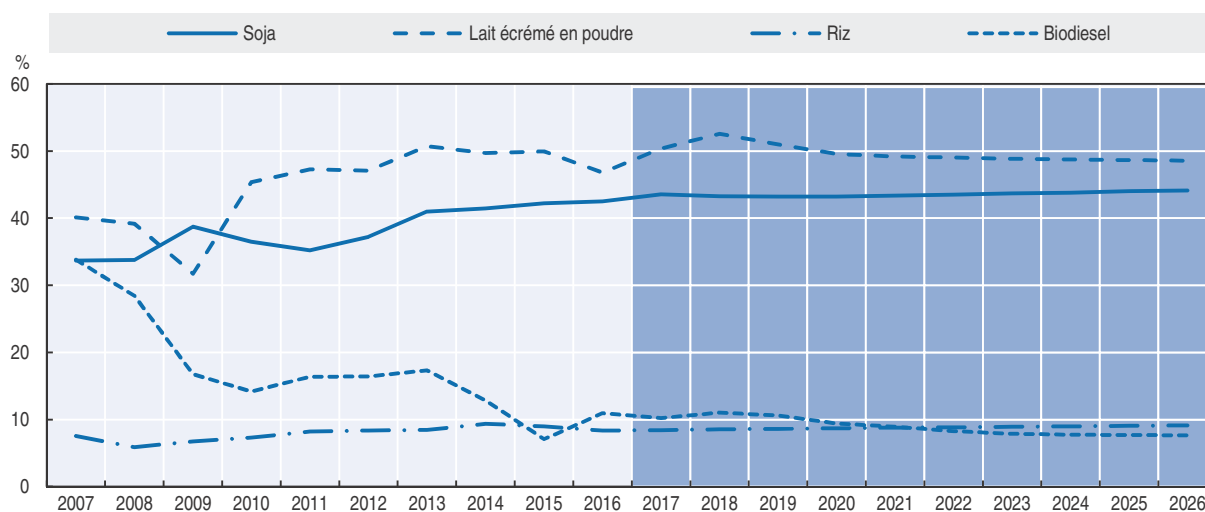


Source : OCDE/FAO (2017), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/agr-data-fr>.


StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933523555>

des dix dernières années. Le graphique 1.27 illustre l'évolution de la part de la production exportée pour quatre produits : le soja, le lait écrémé en poudre, le riz et le diesel. On y voit notamment que le soja et le lait écrémé en poudre ont enregistré une forte croissance de leur ratio exportations/production entre 2007 et 2016, celui du soja, en particulier, ayant augmenté de 15 points de pourcentage au cours des dix dernières années. D'après les projections pour la prochaine décennie, la part des exportations dans la production de soja devrait continuer d'augmenter mais à un rythme bien plus modéré. À l'inverse, les échanges de biodiesel ont beaucoup diminué en proportion de la production : leur part est tombée de 34 % en 2007 à 10 % en 2016, et elle devrait encore reculer jusqu'à 8 % en 2026.

Graphique 1.27. **Part des exportations dans la production de certains produits**



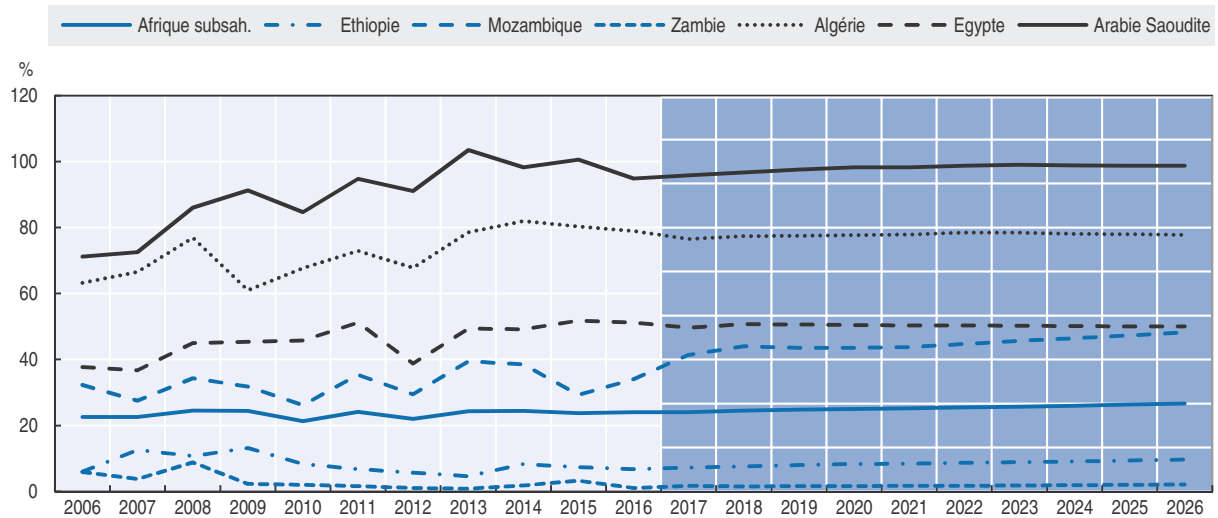
Source : OCDE/FAO (2017), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/agr-data-fr>.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933523574>


La dépendance à l'égard des importations reste forte au Moyen-Orient et en Afrique du Nord

Le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord sont très dépendants des importations de produits agricoles et devraient le rester dans les années à venir. C'est ce que montre le graphique 1.28 où sont représentées les importations de céréales (y compris pour l'alimentation animale) en proportion de la demande intérieure en Algérie, en Égypte et en Arabie saoudite, ainsi que dans l'ensemble de l'Afrique subsaharienne et dans trois pays en particulier (Éthiopie, Mozambique et Zambie). En Algérie, en Égypte et en Arabie saoudite, les importations de céréales représentaient la moitié ou plus de la demande intérieure en 2016. L'Arabie saoudite importe la quasi-totalité des céréales qu'elle consomme.

En Afrique subsaharienne, 24 % des céréales consommées localement en 2014-16 étaient importées et cette proportion devrait passer à 27 % au cours de la période de projection. Il existe toutefois de grandes disparités entre les pays. Au Mozambique, par exemple, les importations de céréales ont représenté entre 30 % et 40 % de la consommation intérieure ces dernières années et ce taux de dépendance devrait encore grimper pour se rapprocher de celui de l'Égypte au cours de la prochaine décennie. L'Éthiopie et la Zambie, en revanche, sont beaucoup moins tributaires des importations. Les deux pays sont des producteurs de céréales importants chacun dans sa région, en

Graphique 1.28. **Part des importations dans la demande intérieure de céréales dans certains pays du Moyen-Orient et d'Afrique**

Source : OCDE/FAO (2017), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/agr-data-fr>.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933523593>

particulier de maïs, produit qu'ils exportent généralement vers les pays voisins. L'Éthiopie est aussi un gros fournisseur d'autres céréales secondaires et de blé en Afrique de l'Est.

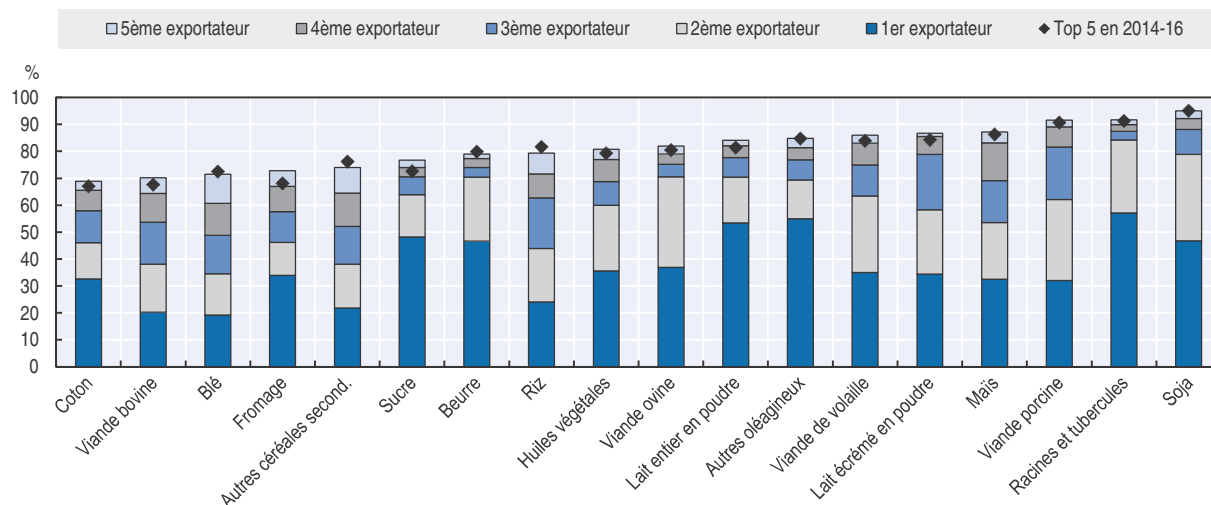
En matière de dépendance à l'égard des importations, toutefois, la stabilité n'est pas la règle pour tous les produits. Au cours de la période de projection, l'Afrique subsaharienne verra ainsi augmenter de 40 % à 44 % son taux de dépendance à l'égard des importations de poisson de consommation, ce qui reste malgré tout inférieur aux 45 % à 48 % des années 2006 à 2011.

Les exportations agricoles toujours concentrées dans un petit groupe de pays

Les exportations de produits agricoles sont depuis longtemps concentrées dans un petit nombre de pays dotés d'un avantage comparatif en matière de production, souvent dû aux conditions géographiques ou climatiques. Le graphique 1.29 montre la part des cinq premiers pays exportateurs dans les exportations de certains produits en 2026 et leur part cumulée par produit durant la période de référence (2014-16). Parmi les produits examinés dans les *Perspectives*, les cinq premiers pays exportateurs représentent en général 70 % ou plus du volume total des exportations. Cette concentration devrait persister durant la période de projection, en dépit de quelques variations pour certains produits.

Les exportations de soja sont dominées par le Brésil et les États-Unis, avec près de 80 % du total à eux deux, et assurées pour pratiquement 95 % par les cinq premiers exportateurs, soit le taux de concentration le plus élevé de tous les produits considérés. À l'opposé, c'est pour le poisson que la part cumulée des cinq premiers exportateurs est la plus faible en 2026 (50 % contre 46 % en 2014-16), sur un marché où la Chine sera alors l'acteur dominant, avec 23 % des exportations. Au cours de la période de projection, le Viet Nam ravira à la Norvège sa place de deuxième exportateur de poisson destiné à la consommation humaine. Le coton est le deuxième produit pour lequel le taux de concentration des exportations est le plus faible (un peu moins de 70 %), même si le principal exportateur, les États-Unis, s'adjuge à lui seul un tiers du marché. Malgré des

Graphique 1.29. Parts des exportations des cinq premiers pays exportateurs en 2026, par produit



Source : OCDE/FAO (2017), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/agr-data-fr>.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933523612>

taux de concentration comparables à celui du coton, la viande bovine et le blé affichent une répartition plus équilibrée entre les cinq principaux exportateurs. En 2026, le premier exportateur de chacun de ces produits (le Brésil pour la viande bovine et l'Union européenne pour le blé) fournira 20 % des exportations mondiales, soit la part la plus réduite de tous les produits examinés ici.

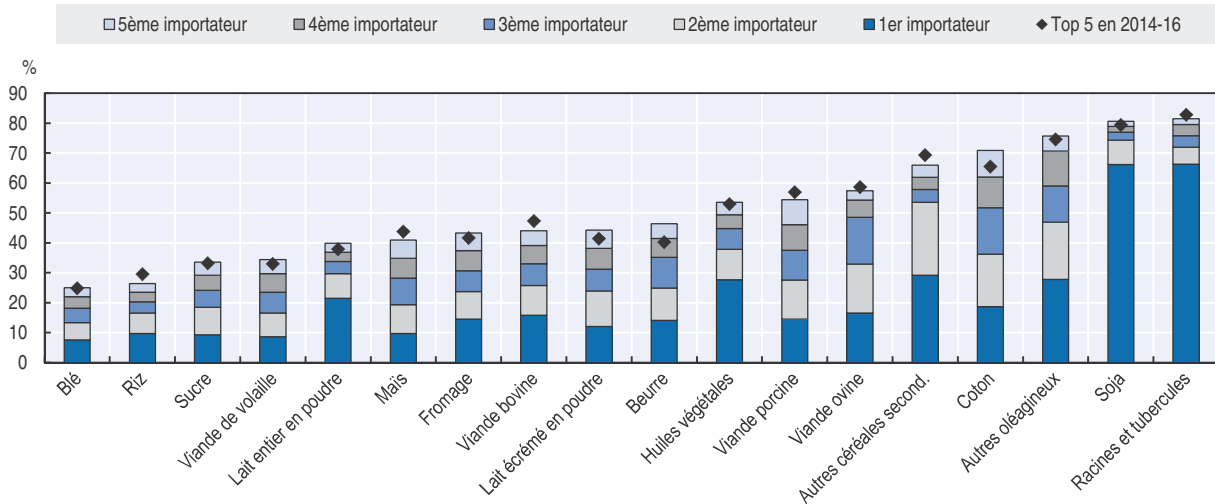
Un petit nombre de grands pays exportateurs dominant donc l'offre de la plupart des produits. Cette situation porte en elle un risque de perturbation potentiellement grave du marché en cas d'interruption des exportations résultant soit de chocs sur la production (une récolte catastrophique de céréales, par exemple), soit de changements d'orientation des politiques chez les principaux exportateurs.

Pour un certain nombre de produits, la part cumulée des cinq premiers exportateurs augmentera durant la période de projection. Sur le marché des produits laitiers, où les producteurs des pays développés continueront de dominer les exportations, la part cumulée des cinq principaux exportateurs devrait en effet augmenter pour le fromage (de 68 % à 73 %), le lait entier en poudre (de 81 % à 84 %) et le lait écrémé en poudre (de 84 % à 87 %), en grande partie du fait de l'Union européenne. La concentration des exportations s'intensifiera aussi sur le marché de la viande, où les producteurs des Amériques sont plus productifs et bénéficient en outre d'une offre locale favorable de céréales fourragères, ainsi que de la dépréciation de la monnaie dans le cas du Brésil et de l'Argentine. La part cumulée des cinq premiers exportateurs passera ainsi de 84 % à 86 % pour la volaille, poussée à la hausse par le Brésil, les États-Unis et l'Union européenne, et de 68 % à 70 % pour la viande bovine, du fait du Brésil et de l'Australie. L'Inde restera le troisième exportateur de viande bovine, avec 16 % des exportations mondiales.


Les importations resteront plus largement dispersées que les exportations. De manière générale, les flux de produits agricoles s'écoulent donc d'un petit nombre de grands pays exportateurs vers un large groupe de pays importateurs (graphique 1.30). Pour certains produits, toutefois, une grande partie de la demande d'importations émane de

quelques pays seulement. C'est le cas en particulier des racines et tubercules et du soja, dont la Chine absorbe les deux tiers des exportations mondiales. Sur ce marché, les échanges internationaux ont donc lieu pour la plupart entre la Thaïlande et le Viet Nam (qui assurent à eux deux plus de 84 % des exportations) et la Chine. De même, les échanges de soja se font surtout entre le Brésil et les États-Unis (78 % des exportations) et la Chine. La Chine est aussi un gros importateur d'autres oléagineux (colza principalement), de céréales secondaires, de coton et de produits laitiers.

Graphique 1.30. **Part des importations des cinq premiers importateurs en 2026, par produit**



Source : OCDE/FAO (2017), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/agr-data-fr>.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933523631>

Risques et incertitudes entourant les échanges internationaux

Le commerce international des produits agricoles est sensible à plusieurs facteurs : les conditions de production (rendements des cultures, par exemple) et l'orientation des politiques dans les pays exportateurs ; la situation macroéconomique et les préférences des consommateurs dans les pays importateurs, surtout en Chine. Les politiques et la demande intérieure chinoises, en particulier, peuvent avoir des répercussions majeures sur le marché des céréales, des oléagineux et des produits laitiers, dans la mesure où des variations même modestes de la production et de la consommation en Chine ont un impact significatif à l'échelle mondiale.

Les stocks de certains produits, comme le maïs et le coton en Chine, ou le lait écrémé en poudre dans l'Union européenne, atteignent des niveaux assez élevés. Les décisions qui seront prises quant au calendrier et aux modalités de leur écoulement sont susceptibles de peser sur les prix et les échanges commerciaux internationaux. La suppression progressive des taxes sur les exportations en Argentine va ouvrir de nouveaux débouchés à la production de soja, de tournesol (graines et sous-produits), ainsi que de maïs du pays.

Les préoccupations environnementales pourraient avoir une incidence sur les échanges internationaux de produits agricoles dans la décennie à venir si elles conduisaient les consommateurs à s'orienter vers des productions jugées plus durables, par exemple à travers une préférence accrue pour les 'produits locaux'. Par ailleurs, le commerce pourrait aussi pâtir de réglementations plus rigoureuses en matière de

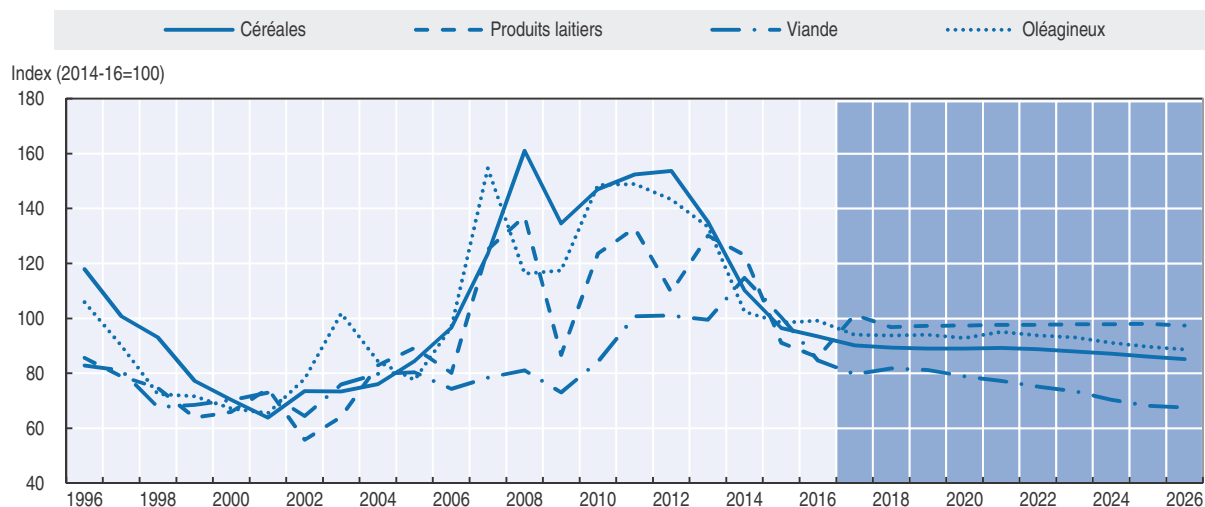
protection de l'environnement, de sécurité des aliments, de traçabilité et de bien-être animal. Un autre facteur d'incertitude important pour les projections a trait aux risques de maladie dans le secteur de l'élevage et dans l'aquaculture, où les mesures de protection peuvent avoir un effet prolongé sur l'offre, la demande et les échanges.

Prix

Dans les *Perspectives*, les prix internationaux de référence sont ceux constatés sur les principaux marchés (par exemple, ports des États-Unis, Bangkok) pour chaque produit agricole. Les données rétrospectives servent à décrire les évolutions passées, tandis que les projections reflètent l'évolution à venir des marchés. Sur le court terme, les projections relatives aux prix restent influencées par les événements récents (sécheresses, changements de politique). En revanche, plus on s'approche de la fin de la période de projection et plus elles ont tendance à obéir uniquement aux conditions fondamentales de l'offre et de la demande.


Les prix des différentes catégories de produits comme les céréales, les produits laitiers et les oléagineux sont étroitement corrélés. Au cours des dix années à venir, ces prix devraient se maintenir à leurs niveaux actuels ou légèrement en deçà en valeur réelle (graphique 1.31). Compte tenu de l'évolution prévue des conditions de l'offre et de la demande, ils seront inférieurs aux sommets de la période 2006-16 mais supérieurs aux niveaux du début des années 2000. Le prix de la viande suit quant à lui une trajectoire assez différente : il a évité le pic de 2007 mais il monte en flèche à partir de 2009 pour atteindre son point le plus élevé en 2014. D'après les projections, le prix de la viande devrait baisser en valeur réelle dans les dix années à venir, revenant ainsi à des niveaux comparables à ceux du début des années 2000.

Graphique 1.31. **Évolution à moyen terme des prix des produits en valeur réelle**



Note : les indices des prix établis pour les catégories de produits sont calculés avec une pondération constante des produits dans chaque catégorie. Le coefficient de pondération est la valeur moyenne de la production sur la période 2014-16.

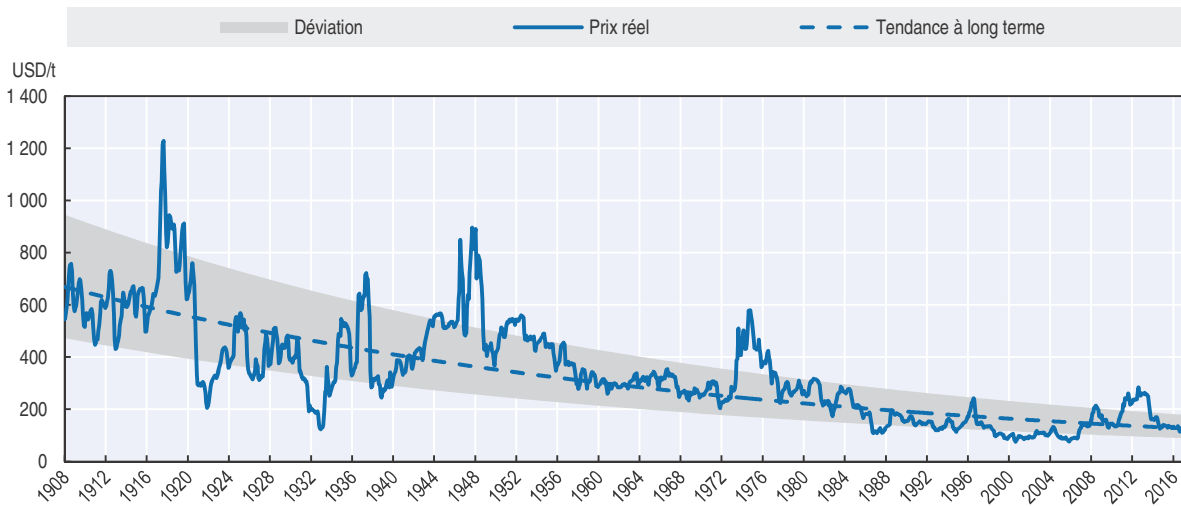
Source : OCDE/FAO (2017), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/agr-data-fr>.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933523650>

S'agissant des céréales, les prix semblent devoir évoluer au-dessus de leurs niveaux du début des années 2000, mais la question de savoir s'ils suivent une tendance à la hausse ou à la baisse en termes réels dépend en fait de la période considérée. Si l'on regarde


l'évolution mensuelle du prix du maïs sur plus d'un siècle (1908-2016), au graphique 1.32, on voit clairement en effet que, sur le long terme, les prix s'inscrivent sur une pente descendante, baissant en moyenne de 1.5 % par an en termes réels. La tendance est la même pour les autres produits agricoles.

Graphique 1.32. **Évolution à long terme du prix du maïs en valeur réelle**



Note : l'écart correspond à un écart-type au-dessus ou au-dessous de la tendance.

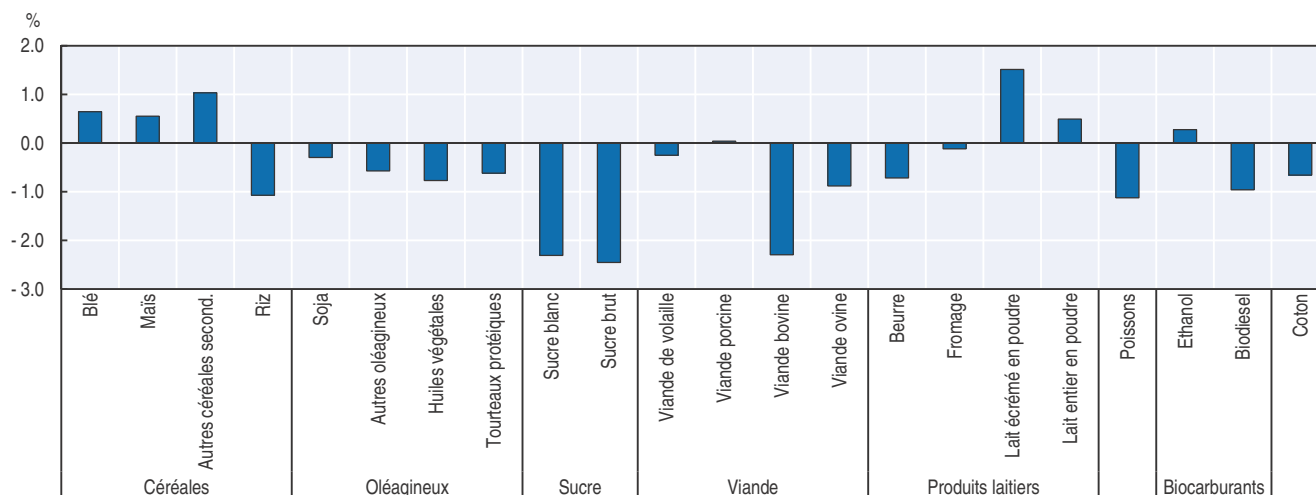
Source : « prix du maïs perçu » (données mensuelles), statistiques du ministère de l'Agriculture des États-Unis (USDA Quickstats), déflaté par les données mensuelles de l'IPC disponibles sur le site www.bls.gov/data.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933523669>

Cela étant, le graphique 1.32 montre aussi que les prix des produits agricoles sont très volatils et peuvent donc s'écarter sensiblement de leur tendance à long terme pendant une période prolongée. Entre 1972 et 1977, par exemple, le prix réel du maïs est resté supérieur à son niveau tendanciel pendant 56 mois d'affilée, sous l'effet de la hausse des cours du pétrole. De plus, l'écart par rapport à la tendance était très important : en 1974, le prix réel du maïs a grimpé à des niveaux près de deux fois et demie plus hauts que sa valeur prévue sur le long terme. Pourtant, malgré cette dérive, qui dépasse de loin, et par son ampleur et par sa durée, le sommet de 2007, le prix du maïs a fini par revenir sur sa trajectoire de long terme. Cette mise en perspective nous montre que les prix des produits de base, au cours d'une année donnée, peuvent présenter des variations considérables autour de leurs niveaux projetés.

Le graphique 1.33 illustre la variation annuelle des prix (en valeur réelle) d'un certain nombre de produits durant la période de projection ; des détails sont fournis plus loin au graphique 1.34. Dans la plupart des cas, les variations sont modestes, les prix restant stationnaires ou fléchissant légèrement, malgré quelques hausses dans la catégorie des céréales et dans celle des produits laitiers.

Parmi les **céréales**, une modeste hausse des prix de moins de 1 % par an en valeur réelle est attendue pour le blé et le maïs. Les autres céréales secondaires enregistrent une augmentation un peu plus marquée, liée à la croissance de la demande d'importations en Chine et en Arabie saoudite. Pour le riz, les projections font apparaître un recul de 1% par an.

Graphique 1.33. **Variation annuelle moyenne des prix des produits agricole en valeur réelle, 2017-26**

Source : OCDE/FAO (2017), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/agr-data-fr>.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933523688>

Les prix du **soja** et des **autres oléagineux** devraient rester globalement stables à leurs niveaux actuels. Par rapport aux dix dernières années, la demande d'**huiles végétales** ralentit considérablement, car de nombreuses économies émergentes (dont la Chine, le Brésil et l'Afrique du Sud) arrivent à saturation, ce qui se traduit par une légère baisse des prix réels (de 1 % par an) dans les projections. Pour les **tourteaux protéiques**, un modeste recul des prix réels (moins de 1 % par an) est également prévu du fait de la baisse de la demande d'importations et d'une production soutenue de tourteaux de soja dans les Amériques.

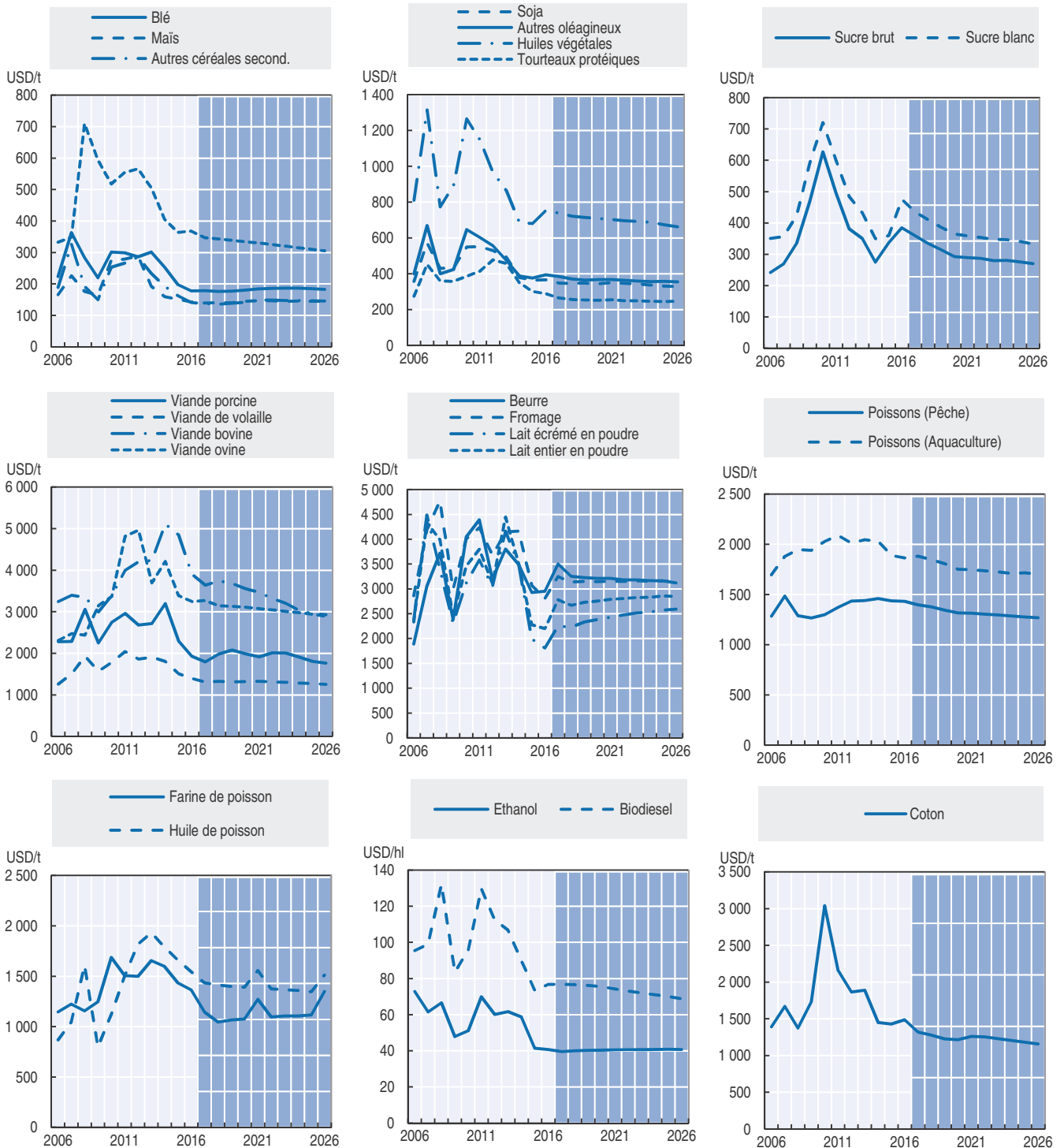
Des variations plus importantes sont attendues pour le **sucre**, avec une baisse de l'ordre de 2 % par an des prix du sucre brut et du sucre raffiné en termes réels. Cette évolution s'explique essentiellement par un point de départ élevé. Après avoir atteint un sommet en 2010, le prix du sucre a diminué jusqu'en 2014, mais il a fortement augmenté les deux années suivantes, la consommation progressant alors plus vite que la production. Le retour à l'équilibre entre l'offre et la demande, pendant la période de projection, devrait entraîner une réduction progressive des prix sur ce marché.

Le prix de la **viande** devrait accuser un recul en valeur réelle du fait de l'expansion de la production à la faveur de l'augmentation de la taille des troupeaux et du poids des animaux à l'abattage dans les principaux pays producteurs. La demande pâtit du ralentissement des importations chinoises et de l'absence de relais de croissance parmi les autres pays en développement.

Les prix des **produits laitiers** montrent une évolution contrastée, avec une modeste baisse pour le beurre, une légère hausse pour le lait écrémé en poudre et le lait entier en poudre, et des prix pratiquement égaux pour le fromage.

Le prix du **poisson** devrait baisser de 1 % par an en termes réels, étant donné son niveau relativement élevé au début de la période de projection. En valeur réelle, il serait plus bas en 2026 que sa moyenne sur la période 1996-2016. Le prix du poisson d'élevage, en valeur réelle, est en baisse depuis 2011 et cette tendance devrait se poursuivre tout au long la période de projection.

Graphique 1.34. Évolution des prix de certains produits en valeur réelle



Source : OCDE/FAO (2017), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO »; Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/agr-data-fr>.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933523707>

Dans la catégorie des **biocarburants**, le prix de l'éthanol devrait rester à son niveau actuel en termes réels, tandis qu'un modeste recul est prévu pour le biodiesel. L'évolution du marché des biocarburants dépend étroitement des cours du pétrole et des politiques publiques, mais aussi du prix des matières premières nécessaires à leur fabrication (huiles végétales pour le biodiesel ; maïs et cultures sucrières pour le bioéthanol). En l'occurrence, les modestes variations des prix de ces produits de base contribuent à l'évolution relativement linéaire des prix des biocarburants.

Le prix du **coton** affiche une baisse de moins de 1 % par an. Depuis le point culminant atteint en 2010-11, le prix réel du coton a fondu de moitié. L'abondance des stocks mondiaux (qui représentent environ 75 % de la consommation annuelle) continuera vraisemblablement de faire pression sur les prix dans les premières années de la période de projection. Ensuite, on s'attend à un ralentissement de la consommation à cause de la concurrence des fibres artificielles.

Dans l'ensemble, les prix devraient rester inférieurs aux sommets atteints au cours des dix dernières années. Dans la mesure où les hausses de prix de 2007-08 ont stimulé l'investissement dans l'agriculture, toute la question est de savoir si ce mouvement va s'inverser maintenant que les prix sont moins élevés. Voir à ce sujet l'encadré 1.3.

Encadré 1.3. **La baisse des prix alimentaires risque-t-elle d'entraîner une réduction de l'investissement étranger dans l'agriculture des pays en développement ?**

L'envolée des prix des produits de base en 2007-08 a été suivie d'une vague d'investissements étrangers massifs dans le secteur agricole des pays en développement, par le biais de plusieurs mécanismes. En effet, bien que l'agriculture de ces pays ait toujours été perçue comme un secteur risqué et peu rentable, la hausse des prix a soudain rendu les retours sur investissement plus attrayants pour les entreprises agro-industrielles. Avec des prix plus élevés, les terres agricoles elles-mêmes ont commencé à attirer les investisseurs financiers, d'autant que les actifs traditionnels, comme les actions, les obligations et l'immobilier, étaient mis à mal par la crise financière de 2007-08. L'investissement dans les terres agricoles bénéficiait alors de plusieurs facteurs : la perspective d'une hausse de la demande alimentaire mondiale, des performances non corrélées avec celles des marchés d'actions et d'obligations, et une bonne couverture contre l'inflation (OCDE 2010 ; FAO 2012).

Face à la flambée des prix des denrées alimentaires au niveau mondial, les pays tributaires des importations ont pris conscience du fait que les marchés internationaux ne constituaient plus une source d'approvisionnement fiable et peu coûteuse. Lorsque certains pays exportateurs ont décidé de limiter leurs exportations voire de les interdire purement et simplement pour éviter une hausse des prix sur leur propre marché, les craintes se sont accentuées. C'est ainsi que les pays importateurs nets de produits alimentaires ont été incités à investir dans la production agricole d'autres pays disposant de terres « sous-utilisées », en vue de faire ensuite revenir cette production chez eux. Enfin, la hausse des prix du pétrole, qui avait largement contribué à l'envolée des prix alimentaires, et les mesures en faveur des biocarburants sur les grands marchés importateurs ont entraîné une hausse de l'investissement dans la production de matières premières bioénergétiques.

Près de dix ans après la hausse des prix de 2007-08, la situation générale du marché a beaucoup changé. Les stocks se sont reconstitués, la demande non alimentaire a ralenti et la production agricole a augmenté, notamment en raison de l'accroissement des investissements. Du coup, les prix ont baissé ; ils sont aujourd'hui largement inférieurs aux sommets de 2008, même en termes nominaux. Les perspectives à moyen terme donnent à penser qu'ils ne sont pas près de remonter.

Encadré 1.3. La baisse des prix alimentaires risque-t-elle d'entraîner une réduction de l'investissement étranger dans l'agriculture des pays en développement ? (suite)

Puisque les investisseurs réagissent aux signaux donnés par les prix, la question se pose de savoir si la baisse des prix se traduira ou non par une baisse de l'investissement dans l'agriculture. Les tendances récentes des flux d'investissement direct étranger (IDE) dans l'agriculture semblent répondre par l'affirmative. Après un pic de quelque 35 milliards USD en 2009, l'IDE dans le secteur agroalimentaire est descendu aux environs de 20 milliards USD par an en 2013-14 (FAO 2016). Il serait toutefois prématuré d'en conclure que l'investissement étranger dans l'agriculture va s'arrêter. Bien que les flux d'IDE agricole se soient globalement contractés depuis la crise mondiale des prix alimentaires de 2007-08 et celle de 2011-12, leur niveau reste supérieur à la moyenne du début des années 2000. L'une des raisons à cela est que les prix des produits alimentaires sont eux aussi plus élevés, en termes réels, qu'au début des années 2000. Mais d'autres facteurs (par exemple, les politiques de sécurité alimentaire) entrent aussi en ligne de compte, car les prix ne sont pas le seul moteur de l'investissement dans l'agriculture. Apparemment, les pays fortement tributaires des importations de produits alimentaires continuent d'investir dans la production agricole à l'étranger. La situation du marché à court ou à moyen terme n'a guère d'incidence sur des politiques et des stratégies axées sur la sécurité alimentaire nationale à long terme.

Outre son ampleur, la qualité de l'investissement est un facteur déterminant des effets qu'il peut avoir sur les marchés, mais aussi sur le développement. Il apparaît de plus en plus clairement que, avec un soutien adéquat dans la phase initiale, les modèles inclusifs qui font des agriculteurs locaux des partenaires commerciaux et leur laissent le contrôle de leurs terres génèrent davantage de profits et sont plus utiles pour le développement (FAO 2015). Les efforts que font les pays en développement pour promouvoir ces modèles économiques bénéfiques aux agriculteurs locaux auront des effets positifs, qualitativement et quantitativement, sur l'investissement étranger. Pour y contribuer, la FAO a lancé un programme mondial dont le but est de promouvoir une approche responsable de l'investissement dans l'agriculture et les systèmes alimentaires. Par ailleurs, l'OCDE et la FAO préparent actuellement un projet pilote en vue de tester l'application pratique du *Guide OCDE-FAO pour des filières agricoles responsables* auprès d'un groupe d'entreprises. Ces initiatives, entre autres, visent à promouvoir l'investissement dans l'agriculture et à améliorer sa rentabilité. Des retours financiers plus importants devraient en effet rendre le secteur agricole des pays en développement plus attrayant pour les investisseurs étrangers.

En conclusion, si la baisse des prix alimentaires pèse sur l'IDE agricole dans les pays en développement, les préoccupations liées à la sécurité alimentaire et la hausse des retours sur investissement sont des facteurs qui jouent en sens inverse et vont probablement devenir de plus en plus importants. Malgré des perspectives d'évolution limitées en matière de prix, il serait donc prématuré de conclure que les flux d'IDE agricole vont diminuer dans les prochaines années.

Sources : FAO (2016) ; FAO, FIDA et PAM (2015); FAO (2014) ; FAO (2012) ; HighQuest Partners, États-Unis (2010).

Risques et incertitudes

Les projections présentées dans les *Perspectives* sont établies à l'aide du modèle Aglink-Cosimo, et complétées, voire corrigées, par des contributions d'experts. Pour la plupart des produits examinés dans la présente édition, le scénario de référence prévoit une situation relativement stable sur les marchés mondiaux dans les dix ans à venir. Toutefois, il importe de garder à l'esprit que la méthodologie utilisée pour produire les *Perspectives* n'est pas parfaite.

D'abord, les *Perspectives* reposent sur une série d'hypothèses spécifiques concernant, par exemple, le prix du pétrole, le PIB, les taux de change, la croissance démographique et

l'évolution des rendements. Plusieurs d'entre elles sont exposées dans l'encadré 1.4. Or, si elles se fondent sur les meilleures estimations disponibles, ces hypothèses n'en demeurent pas moins intrinsèquement incertaines. Comme on l'a vu précédemment, étant donné l'ampleur des variations de certains de ces paramètres dans le passé, les prévisions sont entourées d'une marge d'erreur. De plus, l'incertitude tend à s'accumuler au fil du temps. Par conséquent, sur l'horizon à dix ans qui est celui des *Perspectives*, des écarts temporaires répétés par rapport à une tendance donnée risquent de faire complètement perdre de vue les évolutions effectives, même si les projections sont foncièrement saines.

Cette année, on a évalué la sensibilité des projections au moyen d'une *analyse stochastique partielle*, disponible en ligne à l'adresse www.agri-outlook.org, qui examine l'historique des variations d'un sous-ensemble de facteurs, tels que les rendements, la croissance du PIB, le prix du pétrole et les taux de change, et suppose que la variabilité de ces facteurs sera la même dans le passé et dans l'avenir. Les projections sont recalculées à partir de multiples « tirages » dans une distribution de ces facteurs de risque. Chaque simulation débouche sur un « profil » d'évolution différent pour les prix, la production et la consommation.

Cette analyse stochastique partielle montre que les incertitudes tendent à s'accumuler, de sorte que l'intervalle de confiance estimé pour le scénario de référence est moins grand à la fin des dix années couvertes par la période de projection. Elle indique aussi une forte probabilité de retournement brutal des prix au cours des dix prochaines années. De plus, s'il y a à peu près autant de chances de voir les prix se situer au-dessus qu'au-dessous du niveau de référence, la possibilité d'une hausse subite est plus grande que celle d'un effondrement.

Par construction, toutefois, plusieurs incertitudes ne sont pas prises en compte dans les projections ni dans l'analyse stochastique partielle. Il s'agit notamment du risque d'apparition et de propagation internationale de ravageurs et de maladies, d'une variabilité accrue des rendements causée par le changement climatique et du caractère aléatoire des politiques. Ce dernier point est particulièrement pertinent pour certains aspects des *Perspectives* qui sont extrêmement sensibles aux décisions des pouvoirs publics, par exemple les échanges agricoles et l'avenir des biocarburants.

Encadré 1.4. **Hypothèses concernant la situation macroéconomique et les politiques publiques**

Principales hypothèses sur lesquelles repose le scénario de référence

Les *Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO* sont un scénario de référence jugé plausible compte tenu d'une série d'hypothèses. Ces hypothèses décrivent un environnement macroéconomique, des politiques publiques et une situation démographique spécifiques dont dépendent les prévisions d'évolution de l'offre et de la demande sur le marché des produits de l'agriculture et de la pêche.

Les hypothèses macroéconomiques retenues dans les *Perspectives* sont fondées sur les *Perspectives économiques de l'OCDE* (novembre 2016) et sur les *Perspectives de l'économie mondiale* (octobre 2016) du FMI. On trouvera une description détaillée des hypothèses macroéconomiques et des hypothèses relatives aux politiques publiques dans l'appendice statistique en ligne ; elles sont résumées ci-dessous.

Encadré 1.4. Hypothèses concernant la situation macroéconomique et les politiques publiques (suite)

Une croissance économique au ralenti

La croissance du PIB mondial est restée faible en 2016, s'établissant à 2.9 %, son niveau le plus bas depuis 2009. Après un ralentissement prolongé, la croissance semble s'être stabilisée dans les économies émergentes, tandis qu'une modeste reprise aidait le Brésil et la Fédération de Russie à sortir de la récession. Toutefois, l'espoir de voir l'activité s'accélérer dans les économies avancées a été déçu. La situation de ces économies s'est dégradée, leur croissance continue de piétiner et les perspectives de reprise sont très limitées. Une modeste hausse de 3.2 % du taux de croissance de l'économie mondiale est attendue en 2017, malgré le faible niveau des taux d'intérêt ; pour 2018, les projections tablent sur une croissance de 3.6 %.

Aux États-Unis, le PIB a crû de 1.5 % en 2016, contre 2.6 % en 2015, mais on prévoit qu'un assouplissement de la politique budgétaire donnera une impulsion supplémentaire à la demande intérieure ces deux prochaines années. La croissance du PIB devrait passer à 2.3 % en 2017 et s'accélérer ensuite pour atteindre 3.0 % en 2018 ; à moyen terme, la prévision de 1.8 % par an tient compte de l'effet de freinage exercé par une population vieillissante et par la tendance récente au ralentissement de la productivité totale des facteurs.

La croissance restera modeste dans la zone Euro où la faiblesse de l'investissement, le niveau élevé du chômage et les incertitudes politiques pèsent sur la demande intérieure. Pour les États membres de l'UE15 considérés collectivement, on prévoit une croissance annuelle moyenne de 1.6 % sur la période de projection.

Au Japon, la croissance ne devrait pas dépasser 1% par an en 2017-18 et les perspectives à moyen terme ne laissent pas entrevoir d'amélioration, avec un taux de croissance de 0.3 % en rythme annuel pendant la période de projection, dû principalement à la contraction de la population.

Parmi les pays de l'OCDE, c'est la Turquie qui devrait afficher la croissance la plus forte au cours de la prochaine décennie, avec 3.5 % par an en moyenne, suivie du Chili (3.3 %), de la Corée (3 %), ainsi que de l'Australie, d'Israël et du Mexique (près de 3 %). Après deux années de faible croissance, le Canada devrait connaître une modeste reprise en 2017-18, et conserver ensuite un taux de croissance de 2 % par an jusqu'à la fin de la période de projection.

Pour les grandes économies de marché émergentes, les perspectives sont inégales et généralement moins bonnes que dans le passé. La croissance devrait continuer à ralentir en République populaire de Chine (ci-après la « Chine »), revenant à un taux annuel moyen de 5.9 % ces dix prochaines années, contre 8.5 % durant la décennie écoulée, tandis qu'elle restera vigoureuse en Inde, à 8 % par an en moyenne.

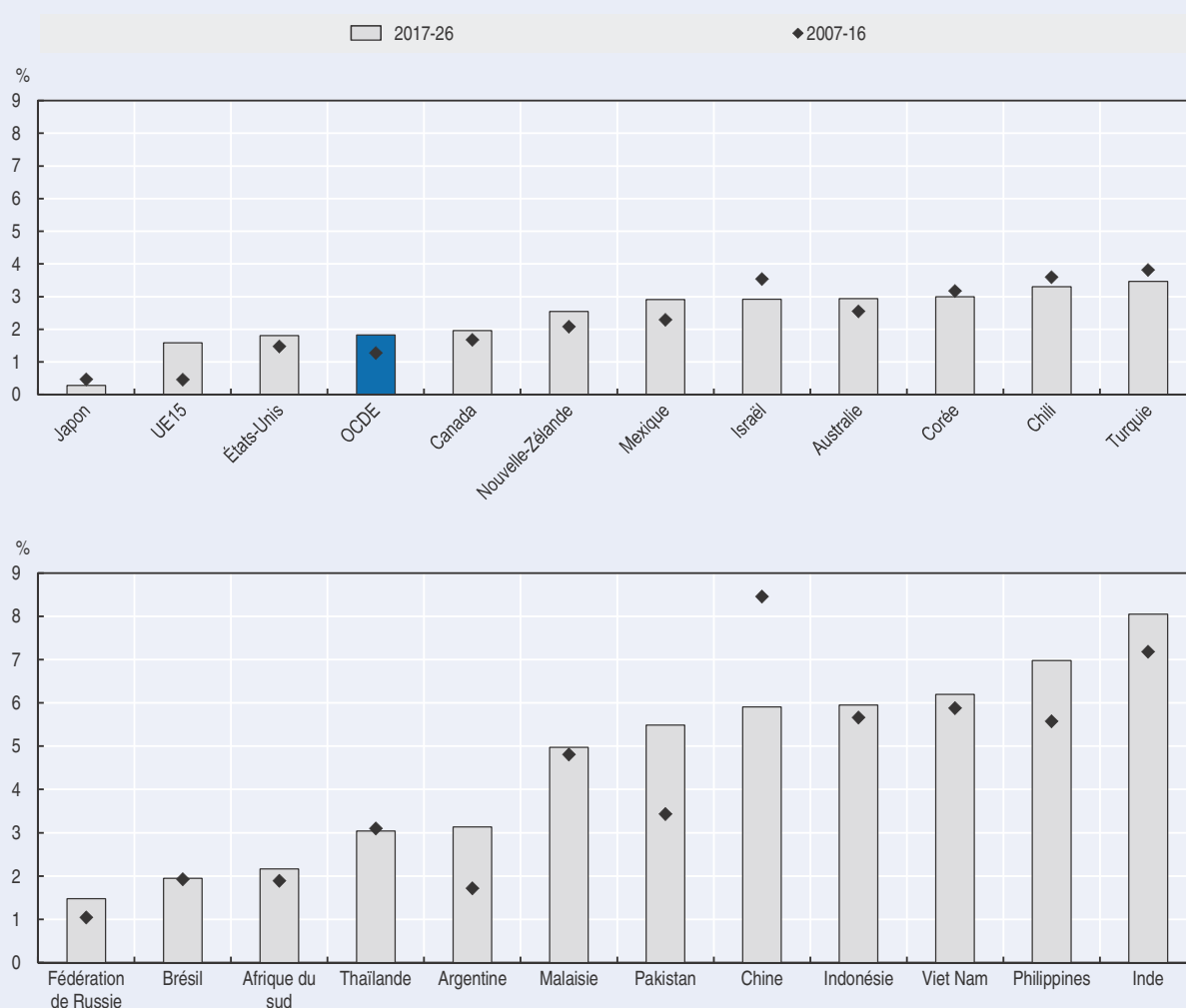
Une lente reprise est prévue au Brésil et dans la Fédération de Russie ces deux prochaines années, avec un rythme de croissance annuel moyen de respectivement 1.9 % et 1.5 % jusqu'à la fin de la période de projection. L'économie argentine devrait se redresser rapidement en 2017, après la récession de 2016, et la croissance pourrait atteindre 3.1 % par an en moyenne.

Les perspectives de croissance des pays en développement devraient rester contrastées selon les pays et les régions, mais dans l'ensemble assez favorables pour la prochaine décennie. Le Myanmar, la République démocratique populaire lao et les Philippines seront les pays les plus performants d'Asie, avec respectivement 7.6 %, 7.1 % et 6.95 % de croissance par an en moyenne. Viennent ensuite l'Indonésie et la Malaisie, où la croissance devrait atteindre respectivement 6.1 % et 5.1 % par an, soit un léger mieux par rapport aux dix dernières années, et la Thaïlande, où elle restera à peu près au même niveau que pendant la dernière décennie, soit 3.1 % par an. En Afrique subsaharienne, la situation continuera d'évoluer de façon inégale. Dans les grands pays exportateurs de produits de base, comme le Nigéria et l'Angola, la croissance devrait décélérer pour s'établir à 3.3 % par an, en raison de l'ajustement de l'économie à la baisse des recettes tirées du pétrole et d'autres ressources naturelles. Mais dans plusieurs autres pays qui n'exportent

Encadré 1.4. Hypothèses concernant la situation macroéconomique et les politiques publiques (suite)


pas de ressources naturelles, tels que l'Éthiopie, la Côte d'Ivoire, le Kenya et le Sénégal, elle devrait au contraire se poursuivre à un rythme de plus de 7 % par an, à la faveur de prix énergétiques favorables, d'un environnement porteur pour les entreprises et d'investissements massifs dans les infrastructures. En Afrique du Nord et au Moyen-Orient, la croissance s'établira à 3.8 % par an, soit une augmentation modeste dans un contexte où la chute des prix du pétrole et les conflits en cours continuent de peser sur les perspectives économiques. En Arabie saoudite, la décennie à venir devrait être marquée par un tassement de l'activité, avec 2.3 % de croissance par an en moyenne, contre 4.3 % ces dix dernières années. En République islamique d'Iran, la croissance sera dopée par l'augmentation plus rapide que prévu de la production de pétrole après la levée des sanctions et devrait atteindre 4.4 % par an en moyenne, tandis qu'en Égypte, on prévoit une croissance annuelle moyenne de 6 %. Enfin, en Amérique latine, le taux de croissance prévu pour la période de projection, à savoir 3.4 % par an en moyenne, est analogue à celui de la dernière décennie, même si la crise vénézuélienne continue de peser sur la performance globale de la région.

Graphique 1.35. Taux de croissance du PIB dans les pays de l'OCDE et dans quelques pays en développement



Note : la deuxième partie du graphique ne présente qu'une sélection de pays en développement. Les données concernant tous les pays de ce groupe sont disponibles en ligne dans l'annexe statistique.

Source : OCDE/FAO (2017), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/agr-data-fr>.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933523726>

Encadré 1.4. Hypothèses concernant la situation macroéconomique et les politiques publiques (suite)

Une croissance démographique moins rapide

La croissance de la population mondiale devrait être moins rapide au cours des dix prochaines années (1 % par an) que durant les dix dernières (1.2 % par an). Elle continue d'être alimentée par les pays en développement, en particulier ceux d'Afrique, qui connaîtront la hausse la plus rapide, à 2.4 % par an. La région Asie et Pacifique abritera pratiquement la moitié de la population mondiale, tandis que l'Inde, qui comptera 149 millions d'habitants de plus en 2026, devrait passer devant la Chine pour devenir pays le plus peuplé de la planète.

Parmi les pays de l'OCDE, la population du Japon devrait diminuer de près de 4 millions de personnes ces dix prochaines années, et celle de la Fédération de Russie, de 2.7 millions. La population de l'Union européenne restera stable, avec une croissance de 0.07 % par an. L'Australie affiche le taux de croissance démographique le plus élevé (1.17 % par an), suivie du Mexique (1.06 % par an).

Inflation

L'inflation est restée limitée dans les pays de l'OCDE en 2016, autour de 1% en moyenne. Elle était proche de zéro dans l'Union européenne et négative au Japon, après deux années de légère hausse des prix. Dans les économies avancées, où l'on prévoit une modeste hausse des prix du pétrole et un resserrement graduel des écarts de production au cours des prochaines années, l'inflation devrait augmenter et atteindre les objectifs des banques centrales vers 2020.

D'après les projections, l'inflation passerait de 1.1 % en 2016 à 2.5 % en 2019 aux États-Unis ; elle progresserait à un rythme annuel moyen de 2.4 % sur l'ensemble de la période considérée. Pour les pays membres de l'UE15 pris globalement, il est prévu un taux d'inflation annuel moyen de 1.8 % pour les dix prochaines années. Les prix à la consommation ne devraient pas augmenter de plus de 1.5 % par an au Japon. Dans les grandes économies de marché émergentes, l'inflation restera modérée en Chine, et elle s'atténuera peu à peu au Brésil et dans la Fédération de Russie, parallèlement à la stabilisation de la monnaie.

Taux de change

Sur la période 2017-26, les taux de change nominaux évoluent surtout en fonction du différentiel d'inflation par rapport aux États-Unis (avec quelques variations mineures dans certains cas en termes réels). Plusieurs économies avancées, émergentes ou en développement ont enregistré une forte dépréciation de leur monnaie en 2015. L'Euro s'est légèrement apprécié en valeur nominale vis-à-vis du dollar des États-Unis en 2016, mais il devrait se déprécier en 2017 avant de reprendre de la valeur au cours des dix prochaines années. On s'attend sur la prochaine décennie à une appréciation monétaire nominale par rapport au dollar des États-Unis au Japon, au Canada, dans la zone Euro, en Nouvelle-Zélande, en Chine, en République islamique d'Iran, en Malaisie, aux Philippines et en Ukraine. À l'inverse, une forte dépréciation des devises argentine, brésilienne, indienne, sud-africaine, turque, indonésienne et thaïlandaise est prévue ces dix prochaines années. Le rouble russe devrait également se déprécier, mais dans de moindres proportions.

Prix de l'énergie

Les hypothèses concernant les cours mondiaux du pétrole jusqu'en 2015 sont tirées de la mise à jour à court terme des *Perspectives économiques de l'OCDE*, n° 100 (novembre 2016). Pour 2016, on a utilisé la moyenne annuelle des prix mensuels au comptant, et, pour la période de projection, la trajectoire du prix moyen que prévoit la Banque mondiale dans ses perspectives des prix des marchés de matières premières d'octobre 2016.

Encadré 1.4. Hypothèses concernant la situation macroéconomique et les politiques publiques (suite)

Après une longue chute amorcée au second semestre de 2014, les prix du pétrole se sont redressés à la fin de 2016. Cette remontée fait suite à la décision de l'OPEP et d'autres producteurs non membres de l'Organisation de réduire leur production de près de 1.8 million de barils par jour au premier semestre de 2017. Le marché du pétrole devrait donc poursuivre son rééquilibrage en 2017, faisant monter le cours nominal du brut de 32 % dans un premier temps, puis à un rythme plus modéré par la suite. En valeur nominale, le prix du pétrole devrait augmenter de 4.8 % par an en moyenne pendant la période de projection, passant de 43.8 USD le baril en 2016 à 89.5 USD le baril en 2026.

Politiques publiques

Les politiques publiques et leurs réformes ont des conséquences importantes sur les marchés des produits agricoles, des biocarburants et de la pêche, souvent même en termes structurels. Les hypothèses retenues dans la présente édition des *Perspectives* tablent sur le maintien des politiques en vigueur pendant toute la période de projection. La décision du Royaume-Uni de sortir de l'Union européenne n'est pas prise en compte dans les projections, car les modalités de cette sortie n'ont pas encore été arrêtées. Dans la présente édition des *Perspectives*, les projections relatives au Royaume-Uni font donc encore partie de l'agrégat Union européenne. Certaines mesures du « paquet de Nairobi » adopté par l'Organisation mondiale du commerce (OMC), en particulier concernant la concurrence à l'exportation, ont en revanche été intégrées dans les projections. Les accords commerciaux bilatéraux ne sont pris en compte que s'ils ont été ratifiés ou mis en œuvre. Par conséquent, l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) ne donne lieu à aucun changement pendant la période de projection, l'Accord économique et commercial global (AECG), qui est partiellement mis en œuvre mais n'a pas encore été ratifié, est pris en compte dans les projections, mais pas l'Accord de partenariat transpacifique, qui n'a pas été ratifié. L'embargo imposé par la Fédération de Russie sur les importations en provenance de certains pays ayant été annoncé comme une mesure temporaire, l'hypothèse retenue ici est qu'il sera révoqué à la fin de 2017. Les hypothèses relatives aux politiques énergétiques sont décrites dans le chapitre consacré aux biocarburants.

Notes

1. La faiblesse du commerce mondial est analysée et commentée dans une étude récente de l'OCDE. Voir Haugh, D., et al. (2016).
2. Comme cette mesure des échanges est basée sur les produits disponibles dans Aglink-Cosimo, plusieurs produits importants comme les fruits et légumes ou les produits agroalimentaires transformés en sont exclus. En outre, la définition du commerce agricole utilisée ici ne coïncide pas avec celle employée dans l'Accord sur l'agriculture. Néanmoins, cette mesure peut servir de proxy pour les échanges agricoles puisqu' Aglink-Cosimo couvre les produits agricoles les plus importants.

Références

- FAO (2016), « Trends in foreign direct investment in food, beverages and tobacco », document de travail de la FAO sur les politiques commerciales et les produits de base, No. 51, FAO Publications, Rome.
- FAO, FIDA et PAM (2015), *Achieving Zero Hunger. The critical role of investments in social protection and agriculture*. FAO, Rome.
- FAO (2014), « Impacts des investissements étrangers dans l'agriculture des pays en développement : résultats d'études de cas », par Pascal Liu, document de travail de la FAO sur les politiques commerciales et les produits de base, n° 47, FAO, Rome.
- FAO (2012), *Trends and impacts of foreign investment in developing country agriculture. Résultats d'études de cas*, FAO, Rome.

- Haugh, D., et al. (2016), « Cardiac Arrest or Dizzy Spell: Why is World Trade So Weak and What can Policy Do About It? », *Etudes de politique économique de l'OCDE*, No. 18, Éditions OCDE, Paris. <http://dx.doi.org/10.1787/5jlr2h45q532-en>
- HighQuest Partners, États-Unis (2010), "Private Financial Sector Investment in Farmland and Agricultural Infrastructure", *OECD Food, Agriculture and Fisheries Papers*, No. 33, Éditions OCDE, Paris. <http://dx.doi.org/10.1787/5km7nzpjl8v-en>
- Hoekman, B. (ed.), (2015) *The Global Trade Slowdown: A New Normal?*, VoxEU.org e-book, CEPR Press, Londres.
- Lewis, L. and R. Monarch (2016) *Causes of the Global Trade Slowdown*, International Finance Discussion Note, US Federal Reserve, novembre 2016.
- OCDE/FAO (2017), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », *Statistiques agricoles de l'OCDE* (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/agr-data-fr>
- OCDE (2016), *Évolution des politiques et des marchés agricoles : Implications pour les réformes du système commercial multilatéral*, Éditions de l'OCDE, Paris. <http://dx.doi.org/10.1787/9789264264991-en>
- OCDE/FAO (2016), OCDE/FAO (2016), *Guide OCDE-FAO pour des filières agricoles responsables*, Éditions OCDE, Paris. <http://dx.doi.org/10.1787/9789264264038-fr>



Extrait de :
OECD-FAO Agricultural Outlook 2017-2026

Accéder à cette publication :
https://doi.org/10.1787/agr_outlook-2017-en

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE/Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (2017), « Vue d'ensemble des Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO 2017-2026 », dans *OECD-FAO Agricultural Outlook 2017-2026*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: https://doi.org/10.1787/agr_outlook-2017-4-fr

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à rights@oecd.org. Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) info@copyright.com ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) contact@cfcopies.com.